


	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015



PROCEDURE
DE LUTTE CONTRE
LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX
ET
LE FINANCEMENT DU TERRORISME





	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
1. LE CONTEXTE LEGAL ET REGLEMENTAIRE	4
2. LES PRINCIPALES DISPOSITIONS PREVUES PAR LA 3EME DIRECTIVE EUROPEENNE	4
3. LA DEFINITION DU BLANCHIMENT	5
4. TRACFIN.....	5
5. LES RISQUES POUR LES SOCIETES DU GROUPE LE CONSERVATEUR ET POUR SES COLLABORATEURS.....	6
6. LES MESURES PRISES PAR LES SOCIETES DU GROUPE LE CONSERVATEUR – CARTOGRAPHIE DES RISQUES	6
TITRE I - LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB/FT).....	11
1. LE RESEAU COMMERCIAL.....	11
2. LES SERVICES DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CONTRATS	11
3. LE SERVICE FORMATION	11
4. LA CELLULE ANTI-BLANCHIMENT	12
5. LE RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE LCB/FT	12
6. L'ORGANE EXECUTIF ET L'ORGANE DELIBERANT	13
7. LE RESPONSABLE DU CONTROLE DE LA CONFORMITE	13
TITRE II - LES OBLIGATIONS DES SOCIETES DU GROUPE LE CONSERVATEUR, DE LEUR RESEAU COMMERCIAL ET DE LEURS COLLABORATEURS EN MATIERE D'IDENTIFICATION ET DE CONNAISSANCE DU CLIENT	13
1. L'IDENTIFICATION DU CLIENT (VIGILANCE STANDARD)	14
1.1 A quel moment vérifie-t-on l'identité ?	14
1.2. De qui doit-on vérifier l'identité et quelles sont les pièces acceptées ?	14
1.3. Quels sont les points d'attention lors de la vérification de l'identité et de l'adresse ?	17
1.4. Autres documents requis dans des cas particuliers :	17
2. LA CONNAISSANCE DU CLIENT (VIGILANCE STANDARD).....	18
3. DISPOSITIF LIE AU NIVEAU DE VIGILANCE COMPLEMENTAIRE	19
4. L'ACTUALISATION DE L'IDENTIFICATION ET DE LA CONNAISSANCE DU CLIENT	20
5. LE RECUEIL DES INFORMATIONS PAR DES TIERS (COURTIERS – PARTENAIRES – ETABLISSEMENTS FINANCIERS)	21
6. CONSEQUENCE DU DEFAUT D'IDENTIFICATION ET DE CONNAISSANCE DU CLIENT	21
TITRE III - EXAMEN DES OPERATIONS.....	21
1. L'EXAMEN DES OPERATIONS PAR LES COMMERCIAUX	22
1.1. La procédure d'examen simplifié (vigilances allégée et standard).....	22
1.2. La procédure d'examen approfondi	22
1.3. Les exceptions à la procédure d'examen approfondi.....	26
1.4. Les cas de refus.....	27
1.5. Les cas particuliers : les PPE ou assimilés.....	27
1.6. La fiche confidentielle d'examen (annexes 1 et 2).....	28
2. PROCEDURES DE GESTION	31
2.1. Souscription – Adhésion.....	31
2.2 Renonciation – Rétractation - Annulation (restitution de fonds).....	33
2.3. Versement complémentaire (ou remboursement d'avance).....	33
2.4. Rachat - Avance.....	34
2.5. Examen des opérations a posteriori	35

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

2.6. RIB	35
2.7. Mise en garantie.....	35
2.8. Procédure applicable à la gestion des bons de capitalisation anonymes	36
2.9. Moyens informatisés utilisés.....	36
2.10. Règles relatives à la gestion des dossiers d'examen	36
3. MOYENS DE PAIEMENT – LES REGLEMENTS.....	37
3.1. Le mode et l'origine du paiement (des primes, des souscriptions d'OPCVM)	37
3.2. Paiement des prestations.....	38
4. LES CAS DE FRAUDE.....	39
4.1. Dans les sociétés d'assurance.....	39
4.2. Chez Conservateur Finance	39
5. ANALYSE DES FICHES D'EXAMEN ET DECISION DE DECLARATION A TRACFIN.....	39
5.1. Les personnes habilitées à signer des fiches d'examen.....	39
5.2. Analyse à mener par les personnes habilitées à signer la fiche d'examen	39
5.3. Matérialisation de l'analyse d'un dossier complet.....	40
5.4. Suspension de l'exécution d'une opération.....	40
TITRE IV - TRAITEMENT DES PERSONNES FAISANT L'OBJET D'UN GEL DES AVOIRS OU RESSORTISSANT D'ETATS ET TERRITOIRES NON COOPERATIFS OU DE PARADIS FISCAUX ET DES TERRORISTES (SERVICE PRODUCTION).....	41
TITRE V - LES DECLARATIONS DE SOUPCON	41
1. DANS QUELLES CIRCONSTANCES ?	42
2. DANS QUELS DELAIS ?	42
3. QUI ?	43
4. COMMENT ?	43
5. CONSEQUENCES	44
5.1. Vis à vis de Tracfin	44
5.2. En interne.....	44
5.3. Absence de déclaration.....	44
TITRE VI - LA CONSERVATION DES DOCUMENTS	45
TITRE VII - CONFIDENTIALITE	45
1. CONFIDENTIALITE VIS-A-VIS DU CLIENT.....	45
2. CONFIDENTIALITE INTERNE	45
3. ECHANGE D'INFORMATIONS	46
TITRE VIII - DISPOSITIF DE CONTROLE DU PROCESSUS.....	46
TITRE IX- ANNEXES	47

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

INTRODUCTION

La présente procédure s'applique aux sociétés suivantes :

- Les Assurances Mutuelles Le Conservateur, société d'assurance mutuelle,
- Les Associations Mutuelles Le Conservateur, société à forme tontinière, toutes deux régies par le code des assurances
- à Conservateur Finance, société de financement et entreprise d'investissement, qui commercialise des OPCVM et propose des crédits de trésorerie aux clients des sociétés d'assurance mutuelles du Groupe.

La société de gestion de portefeuille, Conservateur Gestion Valor fait l'objet d'une autre procédure car cette société ne commercialise pas de produits.

1. Le contexte légal et réglementaire

En leur qualité d'organismes ou entreprises visés aux 1° et 2° de l'article L 561-2 du Code monétaire et financier, les sociétés du Groupe Le Conservateur énumérées ci-dessus sont assujetties aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces obligations résultent de la transposition en droit français par ordonnance n° 2009-104 du 30/01/2009 de la Directive 2005/60/CE du 26 octobre 2005 du Parlement et du Conseil, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de la directive 2006/70/CE du 1er août 2006 du Conseil Européen, portant mesures de mise en œuvre contre le blanchiment des capitaux.



Cette ordonnance a été ratifiée par l'article 140 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures. Elle a été complétée de décrets d'application et d'arrêtés pour sa mise en œuvre.

2. Les principales dispositions prévues par la 3ème Directive européenne

La 3e Directive instaure tout d'abord une approche par les risques s'appliquant aux produits, aux clients, aux opérations ainsi qu'aux canaux de distribution. Cette approche a pour effet de créer différents niveaux d'obligation de vigilance allant d'allégé à renforcé, adaptés aux niveaux de risques.

Elle interdit par ailleurs d'engager une relation d'affaires ou de la maintenir en cas d'impossibilité d'identification du client et impose la déclaration de soupçon dans un tel cas.

Elle étend en 3e lieu l'obligation de déclaration de soupçon aux infractions passibles d'une peine privative de liberté supérieure à un an ce qui inclut la fraude fiscale.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Une 4^e Directive va bientôt voir le jour et entrera en vigueur dans 2 ans. Elle va dans le sens d'un approfondissement du dispositif mis en place. Parmi ses incidences directes sur la procédure actuelle, citons les points suivants :

- Attention renforcée à l'égard des bénéficiaires effectifs (cela concerne les personnes ayant un pouvoir de décision ou détenant une part prépondérante du capital des personnes morales) : ils devront être recensés dans des listes tenues à la disposition des organismes financiers et du superviseur. Le questionnement sur la qualité ou non de PPE devra être étendue aux bénéficiaires effectifs des personnes morales.
- Introduction de la notion de PPE nationale. Les personnes ayant cette qualité devront faire l'objet d'un traitement particulier dans l'acceptation du risque, soit comme souscripteur personne physique, soit comme représentant de la personne morale. Le risque pays sera par ailleurs pris en compte dans l'approche par les risques.

3. La définition du blanchiment

Le blanchiment de capitaux est un délit qui consiste à donner une apparence légitime à des biens ou des capitaux qui, en vérité, proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an. Il peut s'agir entre autres d'activités telles que le trafic de stupéfiants, les activités criminelles, la corruption, la prostitution, le trafic d'armes, l'abus de bien social, la fraude fiscale, ...

Les trois phases du blanchiment sont:

- la conversion : introduire dans le système bancaire et financier des fonds provenant de tout crime et délit
- l'empilage : multiplier les opérations de manière à dissimuler l'origine criminelle des fonds
- l'intégration : recycler les fonds d'origine illicite dans l'économie légale pour les rendre utilisables

4. TRACFIN

TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) est un service à compétence nationale rattaché au ministère de l'économie et au ministère chargé du budget.



Il est chargé notamment de recevoir et traiter les déclarations de soupçon d'un organisme financier soumis au dispositif anti-blanchiment.

Lorsque les opérations portées à sa connaissance lui paraissent constituer un délit de blanchiment, TRACFIN est habilité à transmettre le dossier au Procureur de la République. A défaut, le dossier est archivé et il peut le réutiliser à l'occasion d'une nouvelle enquête.

Si le dossier transmis lui paraît être constitutif du délit de fraude fiscale, il transmet, sous sa responsabilité, le dossier aux services fiscaux.

TRACFIN - 10 rue Auguste Blanqui - 93 186 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex –

Fax N° 01 57 53 2727

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

5. Les risques pour les sociétés du Groupe Le Conservateur et pour ses collaborateurs

En cas délit de blanchiment avéré, le Groupe Le Conservateur et ses préposés partagent une même responsabilité sur le plan pénal (peines pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison et 750.000 euros d'amende). Les collaborateurs du Groupe ou intermédiaires peuvent être poursuivis individuellement pour complicité de blanchiment.

Le Groupe Le Conservateur encourt également le risque de sanctions disciplinaires. Si l'autorité de contrôle constate un manquement aux obligations réglementaires, elle peut transmettre un dossier au Parquet pour décider des sanctions (amendes lourdes, révocation des dirigeants, interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité, retrait d'agrément, ce qui prive de toute existence la société).

Intentionnellement ou non, le non-respect des procédures du Groupe ou le manquement aux obligations de vigilance individuelle peut impliquer pour le préposé le risque de sanctions disciplinaires.

Enfin, en cas de mise en examen, le Groupe Le Conservateur encourt le risque de dégrader son image de marque.

6. Les mesures prises par les sociétés du Groupe le Conservateur – Cartographie des risques

Conscient des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, le Groupe Le Conservateur a mis en place un processus lui permettant de satisfaire aux obligations qui sont les siennes en cette matière.

La présente procédure décrit les différentes étapes du processus et les contrôles associés à chaque phase. Elle est mise à jour lorsqu'il y a lieu pour se conformer aux dispositions légales et réglementaires et diffusée à l'ensemble des intermédiaires et des salariés ayant une activité en relation avec les opérations des clients.

Le respect de la présente procédure constitue une obligation expressément prévue dans les mandats des Intermédiaires.

Pour les courtiers, Le Conservateur leur demande lors de chaque entrée en relation d'attester qu'ils respectent :

- les obligations qui leur incombent au titre de la législation et la réglementation relatives à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme,
- les engagements professionnels de la FFSA,
- la procédure du Groupe Le Conservateur.



Le Conservateur leur adresse chaque actualisation de la procédure tant qu'ils sont habilités à produire.

Le Conservateur leur fait également signer une convention sur les modalités de transmission des éléments recueillis auprès de leurs clients et sur les diligences mises en œuvre par leur soin.



Les dispositions prévues dans la présente procédure résultent d'une cartographie des risques propre au Conservateur et régulièrement mise à jour.

Les choix faits par Le Conservateur pour construire sa cartographie reposent sur le compromis entre volonté d'identifier le maximum d'opérations suscitant une vigilance renforcée tout en permettant une lisibilité des informations collectées. Les seuils et critères retenus permettent une large analyse des versements et des retraits cartographiés en vigilance élevée ou renforcée.



Son contenu est le suivant (cf. pages suivantes) :

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015



Critères de classification /typologie clients	Vigilance allégée	Vigilance standard	Vigilance élevée	Vigilance renforcée
Critères liés au client				
Connaissance clients		<ul style="list-style-type: none"> - clients non PPE 		<p>Toutes les opérations du client, de quelque nature qu'elles soient, doivent donner lieu à un examen approfondi et donc être justifiées, dès lors que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le client a refusé de répondre aux questions sur son activité professionnelle, et/ou sur ses revenus et/ou sur sa situation patrimoniale, ou sur sa qualité de PPE ou non (hors salariés / mandataires sociaux) et qu'il effectue un versement unitaire supérieur à 2,5 K€ ou un versement périodique d'un montant annuel cumulé supérieur à 1 K€ avec un seuil déclencheur à 250 € et/ou - Le client a une adresse fiscale ou réside dans un paradis fiscal, un Etat ou un Territoire non coopératif et/ou - Le client est un PPE et/ou - Le client a déjà fait l'objet d'une déclaration à Tracfin et/ou - Le client est inscrit sur la liste des terroristes et/ou - Le client est un fonds fiduciaire et/ou - Le client ne paraît pas agir pour son compte (sauf pour les représentants de mineurs et majeurs frappés d'incapacité).
Résidence clients		<ul style="list-style-type: none"> - personnes ne faisant pas élection de domicile chez un tiers, n'ayant pas recours à une BP ou l'ayant justifié - BP dans les DOM TOM - résidents français ou EEE - personnes ayant fourni un justificatif de domicile à l'occasion de leur dernier changement d'adresse - le client ne change pas à plusieurs reprises d'adresse l'année de souscription 	<ul style="list-style-type: none"> - Le client a une adresse postale ou fiscale à l'étranger hors EEE sauf dans un paradis fiscal, un état ou territoire non coopératif - personnes faisant élection de domicile chez un tiers sans explication plausible et/ou - personnes utilisant une BP non justifiée sauf DOM TOM et/ou - personnes n'ayant pas fourni de justificatif de domicile à l'occasion de leur dernier changement d'adresse et/ou - le client change à plusieurs reprises d'adresse l'année de souscription même s'il a justifié ces changements et/ou 	<ul style="list-style-type: none"> - personnes résidant à l'étranger hors EEE, dont personnes résidant dans un paradis fiscal, un Etat ou un territoire non coopératif
Profession client		<ul style="list-style-type: none"> - toutes professions sauf professions à risque ou seuil déclencheur opération < 25 K€ 	<ul style="list-style-type: none"> - Professions à risque (cf annexe 12 de la procédure) et seuil déclencheur opération ≥ 25 K€ 	
Critères liés au produit				
Type produit	<p>Clients détenteurs exclusivement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrats Prévoyance (Gamme Sérénité) - contrats emprunteurs - contrats retraite (PERP, MIP Retraite) - contrats rentes viagères - Tontines PU non mises en garanties d'un montant inférieur à 150K€ - Tontines PP dont le montant annuel de versement est inférieur à 150K€ 	<p>Clients détenteurs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrats d'épargne - Produits financiers - Tontines PU non mises en garanties d'un montant inférieur à 150K€ - Tontines PP dont le montant annuel de versement est inférieur à 150K€ - Tontines PU mise en garantie 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires de bons de capitalisation anonymes quel que soit le montant -Tontines PU mises en garantie, -Tontines PU non mises en garantie et d'un montant > ou = à 150 K€ - Tontines PP dont le montant annuel de versement est >ou= à 150 K€. 	
Critères liés au réseau				
Réseau de distribution	critère non discriminant			
Activité exercée en libre prestation de service	critère non discriminant			

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015



Critères de classification /typologie clients	Vigilance allégée	Vigilance standard	Vigilance élevée	Vigilance renforcée
Critères liés aux opérations				
Opérations complexes				Clients ayant effectué une opération complexe, sans justification économique apparente ou d'un montant inhabituel, dès le 1er euro
Opérations d'entrées /sorties		Clients en vigilance standard ayant effectué moins de 10 opérations (entrées /sorties) sur 24 mois glissants ou ayant effectué 5 opérations et plus pour un total cumulé de moins de 75 K€	Clients en vigilance standard ayant effectué plus de 10 opérations (entrées + sorties) sur 24 mois glissants - cumul entrées + sorties en valeur absolue >=75 K€	
Montants souscriptions ou versements complémentaires	Clients effectuant des opérations sur des produits en vigilance allégée	<p>Clients en vigilance standard effectuant des souscriptions ou versements complémentaires entrant dans les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - personnes physiques : primes unitaires < 150 K€ ou cumul sur 12 mois < 150 K€, ou cumul sur 12 mois >= 150 K€ avec seuil déclencheur opération < 25 K€ - personnes morales : primes unitaires < 250 K€ ou cumul sur 12 mois < 250 K€, ou cumul sur 12 mois >= 250 K€ avec seuil déclencheur opération < 25 K€ 	<p>Clients en vigilance standard effectuant des souscriptions ou versements complémentaires entrant dans les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - personnes physiques : primes unitaires ≥ 150 K€ ou cumul sur 12 mois ≥ 150 K€ si seuil déclencheur opération >= 25 K€ - personnes morales : primes unitaires en finance ≥ 250 K€ ou cumul sur 12 mois ≥ 250 K€ si seuil déclencheur opération >= 25 K€ 	
		- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants inférieur au patrimoine médian*, ou pour la première tranche, montant versé par un client qui ne possède aucun bien immobilier	- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants ≥ au patrimoine médian* déclaré par le client sauf si le montant versé a pour origine héritage ou donation ou autre et que le montant est inférieur à 35000 €, ou dans la première tranche, si le client ne possède aucun bien immobilier	
		- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants < 80% [total montant patrimoine assurance vie + placement financiers]* ou montant versé unitaire et cumulé >80% [total montant patrimoine assurance vie + placement financiers] si seuil déclencheur opération < 25 K€	- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants ≥ 80% [total montant patrimoine assurance vie + placement financiers]* si seuil déclencheur opération >= 25 K€ -sauf si origine des fonds= héritage ou don ou autre pour un montant < à 35 K€	
		- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants < au revenu max par CSP, ou montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants >= au revenu max par CSP avec seuil déclencheur < 25 K€, ou montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants >= au revenu max par CSP et clients âgés de 70 ans et +, ou montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants >= revenu max par CSP et entrée < 80% du patrimoine financier	- montant versé unitaire ou cumulé sur 12 mois glissants ≥ au revenu max par CSP si seuil déclencheur opération > 25 K€, sauf si origine des fonds est héritage ou don ou autre pour un montant versé < 35 K€, ou sauf clients âgés de 70 ans et +, ou sauf si entrée < 80% du patrimoine financier	
Renoncations	Clients effectuant des renoncations sur des produits en vigilance allégée SAUF TONTINES PU	Clients en vigilance standard ayant effectué une renonciation d'un montant < 5000 €	Clients en vigilance standard effectuant une renonciation d'un montant ≥ 5000 €	
Crédits accordés aux sociétaires adhérents à la Tontine			Prêts accordés aux sociétaires de la 4ème à la 5ème année de l'adhésion	

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Critères de classification /typologie clients	Vigilance allégée	Vigilance standard	Vigilance élevée	Vigilance renforcée
Rachats / avances Assurances		Clients en vigilance standard effectuant des rachats ou avances entrant dans les critères suivants : - rachats / avances - 2 ans < 25 000 €	Clients en vigilance standard effectuant des rachats ou avances entrant dans les critères suivants : - rachats / avances - 2 ans ≥ 25 000 €	
		- rachats / avances unitaires ou cumulés < 150 K€, ou cumul ≥ 150 K€ avec seuil déclencheur opération < 25 K€	- rachats / avances unitaires ou cumulés sur 12 mois glissants ≥ 150 K€ si seuil déclencheur opération ≥ 25 K€	
Rachats Finance		Clients en vigilance standard effectuant des rachats Finance entrant dans les critères suivants : - rachats - 6 mois < 25 000 € sauf si entreprises : rachats - 6 mois < 250 K€	- rachats - 6 mois ≥ 25 000 € sauf si entreprises : rachats - 6 mois ≥ 250 K€	
		- rachats unitaires ou cumulés < 150 K€, ou cumul ≥ 150 K€ avec seuil déclencheur opération < 25 K€ sauf si entreprises : rachats unitaires ou cumulés < 250 K€, ou cumul ≥ 250 K€ avec seuil déclencheur opération < 25 K€	- rachats unitaires ou cumulés ≥ 150 K€ si seuil déclencheur opération ≥ 25 K€ sauf si entreprises : rachats unitaires ou cumulés ≥ 250 K€	
Mise en garantie	Clients effectuant des opérations sur des produits en vigilance allégée	Clients en vigilance standard n'ayant pas effectué de mise en garantie Clients en vigilance standard ayant effectué une opération de mise en garantie simple < 100 K€	Clients en vigilance standard réalisant une opération de mise en garantie : - non justifiée économiquement ou complexe - et/ou d'un montant ≥ 100 K €	
Moyens de paiement		Clients en vigilance standard ayant utilisé les moyens de paiement suivants : - Chèques du souscripteur	Clients en vigilance standard ayant utilisé les moyens de paiement suivants :	
		- Chèques de tiers si montant < 10 000€ par tiers conjoint ou si exception mentionnée dans la procédure	- Chèques de tiers sauf exceptions définies dans la procédure	
		- RIB unique	- RIB multiples	
		- Virements à partir du compte du souscripteur	- Virements de tiers	
Origine/ destination des fonds		Clients en vigilance standard dont l'origine ou la destination des fonds est la suivante : - Fonds en provenance de l'EEE - origine des fonds déclarée héritage ou donation ou autres < 35 K€ - origine des fonds déclarée autre que gains aux jeux - Fonds à destination de l'EEE	Clients en vigilance standard dont l'origine ou la destination des fonds est la suivante : - Fonds en provenance de l'étranger (hors EEE) - origine des fonds déclarée héritage ou donation ou autres ≥ 35 K€ - origine des fonds déclarée gains aux jeux - Fonds à destination de l'étranger (hors EEE)	
*(unitairement ou en cumul sur une année glissante)				

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Critères /typologie clients	Vigilance allégée	Vigilance standard	Vigilance élevée	Vigilance renforcée
Toutes opérations	Alerte selon critères opérations définis dans la cartographie si le client souscrit un nouveau contrat non placé en vigilance allégée	Alertes selon critères opérations définis dans la cartographie des risques	Alerte dès opération d'entrée /sortie unitaire ≥ 25 K€ ou selon critères opérations définis dans la cartographie	Alerte dès le 1er euro sur toutes opérations sauf arbitrage
Opérations d'entrées /sorties unitaires < 25 K€ par : -clients n'ayant pas fourni de justificatif de domicile, - clients ayant fait l'objet d'un examen approfondi justifié			Alerte si : Nbre d 'opérations unitaires (entrées + sorties) sur 12 mois glissants ≥ 5 et cumul entrées + sorties en valeur absolue ≥ 60 K€	
Opérations d'entrées /sorties unitaires < 25 K€ par : - clients déjà en vigilance élevée sauf clients n'ayant pas fourni de justificatif de domicile - clients n'ayant pas fourni les justificatifs lors d'un examen approfondi			Alerte si : Nbre d 'opérations unitaires (entrées + sorties) sur 12 mois glissants ≥ 5 et cumul entrées + sorties en valeur absolue ≥ 40 K€	

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Afin d'être en mesure d'exercer une vigilance constante tout au long de la relation d'affaire avec son client, Le Conservateur a décidé, pour les clients répondant à l'un des critères de vigilance élevée voire renforcée énoncés dans la cartographie ci-avant, de donner les moyens à tous les opérateurs du Conservateur en charge de l'application de la présente procédure, afin de leur permettre de suivre facilement l'ensemble des opérations réalisées par le client de sa première détection jusqu'au terme de la relation d'affaire.

Titre I - LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB/FT)

Au sein du Groupe Le Conservateur, de nombreuses forces sont mobilisées en faveur de la LCB/FT :

1. Le réseau commercial

Chaque membre du réseau commercial, qu'il soit indépendant (Agent Général d'Assurances, Mandataire d'Assurances, Courtier) ou salarié est impliqué dans la lutte contre le blanchiment.

Sa proximité avec le client lui permet de satisfaire à l'obligation de vérification de l'identité du client et de connaissance du client. Cette connaissance, il l'acquerra lors de son premier contact avec le client ainsi que tout au long de sa relation avec celui-ci. La durée des relations doit le conduire à actualiser très régulièrement la connaissance qu'il a du client (une fois par an au minimum).

2. Les services de gestion administrative des contrats

Les services de gestion sont les garants de la collecte de l'ensemble des pièces recueillies par le réseau commercial. Ils doivent s'assurer de la transmission de l'ensemble des pièces, de leur contenu et de leur conformité et exhaustivité.

Ils sont également garants de leur conservation.



Ils sont un relais d'information pour les correspondants et déclarants Tracfin.

3. Le service formation

Le service formation dispense les connaissances indispensables aux agents du réseau commercial du Conservateur, ainsi qu'aux collaborateurs des services administratifs les plus exposés. Il s'agit des personnes en contact avec la clientèle et celles chargées de l'encaissement des primes et de la gestion des contrats.

La formation a pour objet de faire connaître la réglementation à ces populations, à leur donner une dimension des enjeux de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et à leur apprendre la vigilance par rapport aux opérations réalisées par les clients du Conservateur.

Cette formation est dispensée lors de chaque nouveau recrutement d'un salarié administratif concerné de par son activité à la lutte contre le blanchiment ou lors de chaque préparation à l'habilitation d'un Agent Général d'Assurances. Elle intervient également dans le cadre de la formation continue ou lors des actualisations de la procédure.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

4. La Cellule anti-blanchiment

Elle est constituée :

- Des Correspondants et Déclarants Tracfin :

- Monsieur Nicolas Breton Carrère – tel : 01 53 65 72 00 – mail : nbretoncarrere@conservateur.fr
- Madame Marie-Hélène Hodanger – tel 01 53 65 72 00 – mail : mhhodanger@conservateur.fr

Ces personnes sont, en interne, les destinataires des fiches d'examen des opérations qui ont nécessité un examen approfondi, afin d'en valider ou non le contenu. Ils sont aussi destinataires des demandes de dérogations ou d'autorisations d'opérations.

Ils sont les seuls, sauf exception mentionnée au point 3 du § V, à prendre des décisions lorsque des opérations laissent planer un doute sur un risque de blanchiment.

Ils sont aussi les seuls, sauf exception, à procéder quand il y a lieu aux déclarations de soupçon à Tracfin et les uniques destinataires des questions posées par Tracfin ou des informations transmises par Tracfin. Ils sont en charge de la communication systématique d'informations (COSI) relative aux transmissions de fonds auprès de TRACFIN (cf développements au Titre II).

Ils ont accès à toutes les informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Ils se communiquent les informations portées à leur connaissance par Tracfin et se tiennent informés des demandes qui en émanent.

Ils sont informés des incidents en matière de LCB/FT révélés par les systèmes de contrôle interne ainsi que des insuffisances constatées par les autorités de contrôle dans la mise en œuvre des dispositions relatives à cette matière.

Sauf cas d'absence de l'une des deux personnes ci-dessus identifiées, les déclarations sont préparées par Monsieur Breton-Carrère et validées par Madame Hodanger. A défaut, seul celui présent effectue la déclaration

- Des membres de la Direction Administrative et Juridique affectés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme



Ces personnes sont au premier chef :

- le responsable en charge du pilotage opérationnel de la lutte anti-blanchiment, (contrôle de premier niveau des anomalies détectées, reporting, déclinaison opérationnelle de la procédure, ...), rattaché aux déclarants et correspondants TRACFIN,
- la salariée en charge de la centralisation des dossiers d'examen et du traitement des anomalies détectées par le système d'information,
- les salariés de la Direction Administrative et Juridique en charge de la pré-analyse des dossiers d'examen incomplets.

Les habilitations de chacun font l'objet de délégations de pouvoir et/ou de notes de service.

5. Le responsable de la mise en œuvre du dispositif de LCB/FT

Le membre de la Direction du Conservateur désigné en cette qualité est Madame Marie-Hélène Hodanger, Directeur Administratif et Juridique du Groupe.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

6. L'organe exécutif et l'organe délibérant

La Direction Générale de chacune des sociétés entrant dans le périmètre de la présente procédure est partie prenante du dispositif : elle doit être tenue informée des anomalies significatives détectées par le dispositif de suivi et d'analyse en matière de LCB/FT ainsi que des insuffisances de ce dispositif.

Ces mêmes informations sont portées à la connaissance du Conseil d'Administration ou de l'organe délibérant qui s'y substituerait.

Sont considérées comme anomalies significatives portées à la connaissance du Conseil : la transmission au Parquet de déclarations de soupçons par Tracfin ainsi que les déclarations réalisées auprès de Tracfin portant sur des montants supérieurs à 300 K€.

7. Le responsable du contrôle de la conformité

Il s'assure du caractère adapté des dispositifs et procédures par rapport à la réglementation et effectue des contrôles périodiques visant à s'assurer du respect de la procédure Tracfin au sein du Groupe. Exercent cette fonction au sein des sociétés d'assurance du Conservateur le Directeur du Contrôle Interne et de la Conformité et au sein de Conservateur Finance, le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement.

Titre II - LES OBLIGATIONS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE LE CONSERVATEUR, DE LEUR RESEAU COMMERCIAL ET DE LEURS COLLABORATEURS EN MATIÈRE D'IDENTIFICATION ET DE CONNAISSANCE DU CLIENT



En leur qualité d'organismes financiers, les sociétés du Conservateur sont tenues à une obligation de vigilance à l'égard de leur clientèle. Pour ce faire, elles doivent identifier et connaître leurs clients et exercer ensuite une vigilance constante sur la relation d'affaires entretenue avec eux.

A ce jour, aucun de ces organismes n'exerce d'activité dans le domaine de la gestion de fortune au sens des lignes directrices de l'ACPR, Le Conservateur n'offrant aucun service ou produit spécifique dédié à un segment particulier de la clientèle défini par le montant de son patrimoine.

Néanmoins, dans l'hypothèse où Le Conservateur se trouverait confronté à une opération sophistiquée ou complexe proposée par un prospect ou client portant ou non sur un montant inhabituellement élevé, les opérations entreraient par nature dans les critères de vigilance renforcée.

Les sociétés du Groupe Le Conservateur visées au § I ci-dessus et les partenaires courtiers ou institutionnels ont donc, dans ce contexte, l'obligation :

- d'identifier leurs clients et les bénéficiaires effectifs au sens des articles R 561-1 et suivants du Code Monétaire et Financier,
- d'être vigilants sur les opérations effectuées ou résultant de la nature du client en adaptant le niveau de vigilance selon la classification établie dans le cadre de l'approche par les risques,
- d'actualiser la connaissance de leurs clients pour favoriser la pertinence des contrôles de cohérence,

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- de collecter et conserver ces informations,
- de contribuer activement à l'identification et à la déclaration des transactions suspectes et douteuses,
- de respecter la confidentialité notamment sur la déclaration de soupçon effectuée et sur son contenu.

Les sociétés du Groupe Le Conservateur visées au § I ci-dessus ne répondent pas à la définition des professionnels tenus, en vertu de l'article L561-15-1, de procéder à une communication systématique à Tracfin d'informations relative aux transmissions de fonds à partir d'un versement d'espèces ou au moyen de monnaie électronique (COSI). En revanche, dès la publication du décret d'application de ce texte, elles seront tenues de communiquer tous éléments d'information relatifs aux opérations financières présentant un risque élevé de blanchiment ou de financement du terrorisme en raison du pays ou du territoire d'origine ou de destination des fonds, du type d'opération ou des structures juridiques concernées. Ce point est donc indiqué pour mémoire.

1. L'identification du client (vigilance standard)

(cf. fiches pratiques 1 et 1-1)

Cette vérification est du ressort de tous les Intermédiaires et des Salariés.

La vérification de l'identité du client doit être faite en recueillant une photocopie recto-verso ou, selon le cas, de toutes les pages à contenu administratif d'un document officiel d'identité, en cours de validité, comportant sa photographie.

Cette vérification d'identité est faite en présence de la personne physique ou du représentant de la personne morale souscripteur. A titre dérogatoire, si la personne physique ne détient plus de pièce d'identité à jour (périmée depuis moins de 2 ans) ou si la personne est âgée de 70 ans et plus et ne détient pas de pièce d'identité, la vérification d'identité sera réputée satisfaite si le versement est effectué par chèque tiré sur un compte ouvert à son nom auprès d'un établissement de crédit établi dans l'UE.

1.1 A quel moment vérifie-t-on l'identité ?

Cette vérification doit, quel que soit le produit ou le contrat qui sera souscrit, intervenir avant l'opération de demande d'ouverture de compte ou de souscription/adhésion.

1.2. De qui doit-on vérifier l'identité et quelles sont les pièces acceptées ?

1.2.1. Pour les personnes physiques :



Pour la souscription d'un contrat d'assurance ou de capitalisation ou de l'adhésion à une tontine

Il faut vérifier l'identité :

- du souscripteur et le cas échéant, de chaque cosouscripteur en cas de souscription conjointe,
- et de l'assuré, s'il est différent du souscripteur (Tontine uniquement),
- et du payeur de prime, s'il est différent du souscripteur.

Si le souscripteur est mineur ou majeur protégé, il faut aussi vérifier l'identité :

- du représentant légal du mineur,

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- du curateur (si curatelle),
- du tuteur (si tutelle).

Pour l'ouverture d'un compte de titres financiers

Il faut vérifier l'identité :

- de chaque titulaire du compte,
- de chaque coïndivisaire,
- et du bénéficiaire de revenus (si démembrement de propriété).

Si le souscripteur est mineur ou majeur protégé, il faut aussi vérifier l'identité :

- du représentant légal du mineur,
- du curateur (si curatelle renforcée),
- du tuteur (si tutelle).

Pour les rachats, il faut vérifier l'identité du bénéficiaire. Le contenu de la vérification est identique à celui de la souscription : remise d'une pièce d'identité en vigueur (ou de deux, au cas visé au point 3 ci-après).

Les **documents** acceptés pour la vérification d'identité sont :

- le **passport** ou la **carte d'identité**,
- le **permis de conduire**,
- la **carte de séjour**,
- la **carte de résident**.

Ces documents doivent permettre d'identifier raisonnablement la personne, (apparence, signature). Ils doivent être en cours de validité lors de l'ouverture de compte ou de la souscription/adhésion au contrat ainsi que lors du rachat. Lors de la réalisation de l'actualisation de la connaissance du client, si le client dispose alors d'une nouvelle pièce d'identité, il en sera pris une copie qui sera jointe au dossier.



Pour information, un permis de conduire trop ancien qui ne permettrait pas de reconnaître le client devrait par conséquent être refusé sauf dérogation et sous les réserves prévues au point 1 précédent pour les personnes âgées de plus de 70 ans.

1.2.2. Pour les personnes morales :

L'identification porte sur le client personne morale, son représentant légal, ainsi que sur le bénéficiaire effectif d'une société ou d'une autre personne morale, c'est à dire sur la personne physique finale à laquelle profite réellement l'opération.

Définitions du bénéficiaire effectif :

- Le bénéficiaire effectif d'une société est « la ou les personnes physiques qui, soit détiennent directement ou indirectement plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société, soit exercent par tout autre moyen un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés. »
- Le bénéficiaire effectif d'une personne morale autre qu'une société est « la ou les personnes physiques qui :
 - soit ont vocation *par l'effet d'un acte juridique les ayant désignées à cette fin*, à devenir titulaires de droits portant sur 25 % au moins des biens de la personne morale,
 - soit sont titulaires de droits portant sur 25 % au moins des biens de la personne morale,
 - soit appartiennent à un groupe dans l'intérêt principal duquel la personne morale a été constituée ou a produit ses effets lorsque les personnes physiques qui en sont les bénéficiaires n'ont pas encore été désignées. »

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Le contrôle d'identité sur la personne morale est matérialisé par la remise d'un dossier comprenant :

- la copie des statuts à jour, certifiée conforme par le représentant légal,
- la photocopie recto/verso d'une pièce d'identité du (des) représentant(s) légal(aux) et le cas échéant, celle de la personne ayant reçu une délégation de pouvoirs
- la copie certifiée conforme de la délégation de pouvoirs
- la justification de l'adresse du siège social (présentation d'une facture de moins de 3 mois d'électricité, de téléphone ou d'une attestation ou d'une quittance d'assurance concernant le siège social)

et :

pour les sociétés françaises

- un extrait KBIS original de moins de 3 mois
- l'identité des associés actuels, certifiée conforme par le représentant légal, si elle ne figure pas dans les statuts mis à jour,
- pour les sociétés de droit étranger : une copie de tout acte ou extrait de registre officiel, datant de moins de trois mois,
- pour les associations, une copie du récépissé de la déclaration initiale à la préfecture et de l'extrait du journal officiel ayant publié sa création,
- pour les congrégations : copie de l'ampliation du décret pris par le Premier Ministre octroyant la reconnaissance légale à la congrégation.

⚠ Si la souscription concerne une personne morale étrangère ou ayant son siège social à l'étranger, celle-ci est soumise à la Cellule anti blanchiment préalablement à tout traitement administratif.

Le contrôle d'identité sur le bénéficiaire effectif de la relation d'affaires est matérialisé par la remise d'un dossier comprenant :



En plus des pièces recensées ci-avant pour la personne morale, le commercial doit obtenir les mêmes informations sur ce(s) bénéficiaire(s) effectif(s) que sur la personne représentant la personne morale.

⚠ Tout dossier comportant un bénéficiaire effectif différent du représentant légal devra, compte tenu de la clientèle traditionnelle du Conservateur, être soumis à autorisation préalable de la Cellule anti-blanchiment.

Si le bénéficiaire effectif est différent du représentant légal ou du fondé de pouvoir avec lequel il est en relation, le commercial chargera ledit représentant de lui fournir les documents d'identité du (des) bénéficiaire(s) effectif(s). Toutes diligences doivent être effectuées pour obtenir ces informations à défaut desquelles le dossier de souscription sera refusé, même si tous les autres documents sur la société et son (ses) représentant(s) sont réunis.

La collecte de tels documents peut s'avérer difficile en raison de la nature de la relation, en particulier lorsque le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) n'est(ne sont) pas physiquement présent(s) au moment de l'entrée en relation avec le client. Dans de telles situations, l'identité du (des) bénéficiaire(s) effectif(s) de la relation d'affaires ou de l'opération doit être vérifiée à l'aide d'autres types de justificatifs plus appropriés, par exemple un acte notarié. Dans ce cas, le correspondant Tracfin doit être consulté sur la pertinence de la pièce.

Dans l'hypothèse où Le Conservateur ou ses intermédiaires auraient de bonnes raisons de penser que l'identité de la (des) personne(s) physique(s) bénéficiaire effectif et les éléments d'identification précédemment obtenus ne sont plus exacts ou pertinents, par exemple du fait d'un changement d'actionnaire majoritaire au sein d'une société, il devra être procédé à une identification du (des) nouveau(x) bénéficiaire(s) effectif(s.).

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Il en sera de même lorsque le risque de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme présenté par la relation d'affaires est élevé ou lorsque d'autres informations auxquelles ils auraient accès, par exemple par voie de presse, indiquent, de manière évidente, que les éléments relatifs à l'identité du (des) bénéficiaire(s) effectif(s) ne sont plus exacts ou pertinents.

L'actualisation de la fiche de connaissance client requise des intermédiaires d'assurance aura pour objet de mettre à jour les informations sur l'identité du (des) représentant légal (légaux) et du (des) bénéficiaire(s) effectif(s).

Remarque : L'ouverture d'un compte de titres financiers par un Etablissement de crédit pour le compte de l'un de ses clients ne donnera pas lieu à recherche sur le bénéficiaire effectif dès lors que cet Etablissement a son siège social en France, ou dans un autre Etat de l'Union Européenne ou dans un Etat de l'Espace Economique Européen.

1.3. Quels sont les points d'attention lors de la vérification de l'identité et de l'adresse ?

Le fait de prendre une copie exhaustive de la pièce d'identité ne suffit pas et il convient de procéder à plusieurs vérifications.

Le commercial en contact avec le client doit examiner la totalité du document et vérifier tout particulièrement que :


- le document présenté est authentique et n'est pas lui-même une copie,
- la pièce d'identité ne comporte aucune altération ni anomalie (absence de gommages, grattages, surcharges, anomalies dans la jonction entre la photographie et la pièce d'identité, ...),
- la date de naissance indiquée sur la pièce d'identité est compatible avec l'âge que le contact commercial se fait du client,
- la signature de la pièce d'identité correspond à celle sur le chèque et sur la demande de souscription,
- la photographie est « exploitable » et correspond aux informations figurant sur le document d'identité et à l'apparence physique de la personne qui les présente. La pièce d'identité doit donc comporter une photographie suffisamment récente pour ôter tout doute,
- la copie de la pièce d'identité est accompagnée d'un justificatif de domicile de moins de trois mois. Il peut s'agir d'une facture ou du dernier avis d'échéance relatif à l'abonnement à l'eau, au gaz, à l'électricité, au téléphone, d'une attestation ou d'une quittance d'assurance pour le logement, d'une quittance de loyer, du dernier appel de charges de copropriété. Il peut aussi s'agir, par impossible, du dernier avis d'imposition (IR, Taxe d'Habitation, Taxe Foncière, ...) de moins de six mois. A défaut, il pourrait s'agir d'un extrait de compte bancaire ou d'une attestation de la mairie du domicile.

Il y a lieu d'être particulièrement vigilant lorsque :

- le client fait élection de domicile chez un tiers,
- l'adresse de correspondance est une boîte postale,



Dans ces deux cas, le client doit fournir une lettre expliquant les raisons d'un domicile chez un tiers ou l'utilisation d'une boîte postale en France métropolitaine. De plus, en cas d'hébergement, il doit fournir une copie de la pièce d'identité du tiers hébergeur et une attestation d'hébergement signée de la main de celui-ci sauf si ce tiers est le conjoint ou le partenaire lié par un PACS ou un parent dans le cas d'un enfant mineur souscripteur..

- l'adresse de correspondance passe par un Etat hors EEE.

 Dans ce dernier cas, la souscription a dû, préalablement à tout traitement administratif, avoir fait l'objet d'un accord de la Cellule anti blanchiment.

1.4. Autres documents requis dans des cas particuliers :

- Lorsqu'il s'agit d'une souscription par une personne sous tutelle ou curatelle, la copie de l'ordonnance de jugement ayant placé le majeur sous protection est requise et celle, si différente, désignant la personne se présentant comme l'actuel tuteur ou curateur.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- Lorsqu'il s'agit d'une vérification dans le cadre de l'ouverture d'un compte de titres financiers : les coindivisaires doivent fournir une attestation notariée identifiant précisément chaque membre de l'indivision (nom, prénom, adresse, date et lieu de naissance).
- Dans l'hypothèse où le client ou son représentant légal n'est pas physiquement présent (le seul cas admis est celui des majeurs sous régime de protection) au moment de l'identification, il faut :

- Obtenir des pièces justificatives complémentaires confirmant son identité (deuxième pièce d'identité, ...)
- ou faire vérifier et certifier la copie du document d'identité officiel ou de l'extrait du registre officiel par un tiers indépendant.

Qu'il s'agisse de souscription de contrat ou d'une ouverture de compte, le premier paiement des opérations sera effectué à partir d'un compte ouvert dans un Etablissement de crédit établi dans l'Union Européenne ou l'EEE.

2. La connaissance du client (vigilance standard)


(cf. fiche pratiques 1, 1-1 et 4)



La connaissance de la clientèle repose sur les informations recueillies par les commerciaux lors des entretiens de vente. Elle est formalisée au moyen des imprimés de connaissance du client (« fiche contact » et « fiche de conseil personnalisé » ou « fiche d'information » pour les partenaires – cf § 5 ci-après) remplis avec celui-ci préalablement à la souscription d'un contrat d'assurance ou, le cas échéant, d'un contrat de capitalisation nominatif, lors de l'adhésion à une tontine ou lors d'une demande d'ouverture de compte de titres financiers.

En vue d'examiner pendant la relation d'affaires la cohérence des opérations du client et évaluer le risque de blanchiment, il faut, avant la souscription ou la conclusion de tout contrat/convention, avoir recueilli des informations relatives à l'objet et à la nature de la relation d'affaires et tout autre élément d'information pertinent sur le client.

Les informations à recueillir et à actualiser régulièrement, outre celles mentionnées au point 1 ci-dessus, sont :

- Sur le client personne physique (fiche contact / fiche d'information partenaires) :
 - l'activité professionnelle actuelle : elle doit être précise, être complétée du secteur d'activité voire même, le cas échéant, du nom de l'entreprise si elle est notablement connue
 - l'activité antérieure : elle est communiquée seulement si le client n'a plus d'activité (ex : un retraité, une personne ayant perdu son emploi ou invalide, ...)
 - les revenus ou éléments permettant d'évaluer les ressources : se référer aux tranches définies dans la fiche contact / fiche d'information partenaires.
 - la situation patrimoniale : se référer aux tranches définies dans la fiche contact / fiche d'information partenaires.
- Sur le client personne morale et le cas échéant, le bénéficiaire effectif :
 - tout élément permettant d'apprécier la situation financière de la personne morale : il s'agit au minimum des comptes sociaux du dernier exercice clos,
 - son activité.

 Les comptes sociaux du dernier exercice doivent être recueillis chaque année et il doit être vérifié à la même échéance si une modification est intervenue dans l'objet social et le siège social du client ou du (des) bénéficiaire(s) effectif(s).

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

■ Sur les opérations:

le montant, la nature des opérations envisagées et la provenance des fonds : à compléter par les membres du réseau commercial sur la fiche de conseil personnalisé ou sur la fiche d'information partenaires.

■ Sur la provenance des fonds :

- être particulièrement vigilant s'ils viennent de l'étranger, en particulier de pays ou états non ou peu coopératifs (cf. liste jointe en annexe et l'article 3 §2 b) du Titre II) ; dans ce cas, le signaler expressément par le circuit habituel à la Cellule anti blanchiment qui décidera de la suite à donner à l'opération,
- la justification économique du contrat souscrit ou le fonctionnement envisagé du compte ouvert : à compléter par les membres du réseau commercial sur la fiche de conseil personnalisé / fiche d'information partenaires (objectifs d'investissement).

■ Sur les fiducies, patrimoines d'affectation ou dispositifs comparables :

Toute opération dans laquelle le client n'agirait pas pour lui-même mais à travers une fiducie ou tout autre patrimoine d'affectation devrait être signalée immédiatement à la Cellule anti blanchiment avant tout traitement administratif.

Dans le cas où la Cellule anti blanchiment accepterait de telles souscriptions, il faudrait recueillir un document justifiant de la répartition des droits sur le capital ou les bénéfices de l'entité en question.

3. Dispositif lié au niveau de vigilance complémentaire

Différentes situations précises nécessitent l'application de mesures de vigilance complémentaire, de natures différentes (article L 561-10 du Code monétaire et financier)

1/ Renforcement de la vérification de l'identité du client :

- Le client ou le représentant légal de la personne morale n'est pas physiquement présent lors de la souscription et donc, de l'identification : vous ne pouvez par exemple procéder aux vérifications de cohérence sur la pièce d'identité,
- l'opération ou le produit favorise l'anonymat : l'opération porte sur un bon de capitalisation anonyme présenté au remboursement,



Dans l'un ou l'autre de ces cas, il y a lieu d'appliquer l'une des mesures suivantes en plus des éléments d'information visés aux § 1 et 2 ci-dessus pour les opérations en Assurance et deux de ces mesures s'il s'agit de l'ouverture d'un compte :

- obtenir a minima une 2e pièce d'identité confirmant l'identité du client, ou
- faire vérifier et certifier par un tiers, indépendant du client ou de la personne à identifier, la copie de la première pièce d'identité obtenue ou de l'extrait du registre officiel, ou
- exiger que le paiement émane ou soit à destination d'un compte ouvert au nom du client lui-même, dans un établissement bancaire établi dans un Etat membre de l'Union Européenne ou de l'EEE ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ou
- obtenir directement confirmation de l'identité du client de la part d'un établissement du secteur bancaire ou d'une entreprise d'assurance ou des autres organismes visés aux 3°) à 6°) de l'article L 561-2 du Code monétaire et financier.

2/ Renforcement de la vigilance lors de la souscription et durant toute la relation d'affaires

a) Cas des PPE (cf. fiche pratique 2 et 3)

- le client est une personne politiquement exposée (PPE). La PPE est, en l'état de la 3^e Directive sur la lutte anti-blanchiment,

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

une personne résidant dans un Etat autre que la France et qui est exposée à des risques particuliers en raison des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives qu'elle exerce ou a exercées pour le compte d'un autre Etat (cf définition d'une PPE en annexe 8),

ou

- le client est un membre direct de la famille de la PPE ou une personne connue pour lui être étroitement associée et qui exerce des fonctions présentant les mêmes risques,

ou

- le client exerce des fonctions de niveau immédiatement inférieur de celui recensé pour les PPE mais le degré d'exposition de ce client est identique à celui d'un PPE,

La recherche de la qualité de PPE est effectuée à partir de la fiche contact ou d'information partenaires dès l'entrée en relation et renouvelée pendant toute la durée du contrat. Si un cas est détecté, sont mises en œuvre les mesures décrites au point 1.5 du Titre III.

b) Relation avec les ressortissants d'Etats et territoires non coopératifs

L'opération, pour compte propre ou pour compte de tiers, est effectuée avec des personnes physiques ou morales, y compris leurs filiales ou établissements, domiciliées, enregistrées ou établies dans un Etat ou un territoire figurant sur les listes publiées par le GAFI parmi ceux dont la législation ou les pratiques font obstacle à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

En présence d'une telle situation, la personne responsable de la mise en œuvre du dispositif de LCB/FT doit en être immédiatement saisie avant toute acceptation de la souscription ou de l'opération afin d'indiquer le dispositif particulier à adopter dans une telle situation dans l'hypothèse où cette opération serait acceptée. Dans ce cas, les mesures mises en œuvre seraient celles visées à l'article R 561-20-III –B du code monétaire et financier.

4. L'actualisation de l'identification et de la connaissance du client

(cf. fiche pratique 4)

Afin de permettre au Conservateur d'assurer une surveillance adaptée aux risques de blanchiment et de financement du terrorisme de chacun de ses clients, il doit en avoir une connaissance adaptée aussi longtemps que cette personne reste cliente.



C'est pourquoi les données enregistrées sur le client lors de l'entrée en relation doivent faire l'objet d'une actualisation régulière définie comme annuelle.

En dehors de toute opération ponctuelle du client (de versement, de retrait, d'avance, de mise en nantissement) dans l'intervalle qui conduirait à l'établissement d'une fiche contact actualisée, l'actualisation de la connaissance du client doit intervenir, selon une fréquence annuelle.

Ce seront donc les informations sur sa situation personnelle, familiale, professionnelle et financière / patrimoniale qui devront être mises à jour par les membres du réseau à chaque contact avec le client.

Toute information modifiée qui avait donné lieu à remise d'un justificatif, comme la pièce d'identité ou le justificatif d'adresse devra être assortie d'un justificatif actualisé qui sera envoyé au siège.

Pour les personnes morales, l'actualisation interviendra également avec une fréquence au moins annuelle (ou dans l'intervalle lorsqu'il apparaîtra que les informations précédemment obtenues ne sont plus exactes ou pertinentes) et sera accompagnée de la remise des comptes sociaux les plus récents et le cas échéant, des statuts modifiés.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

5. Le recueil des informations par des tiers (courtiers – partenaires – établissements financiers)

Les affaires apportées par des courtiers, par des partenaires qui n'ont pas la qualité de préposés du Conservateur et par des établissements financiers (dans le cas où ils souscrivent des OPCVM pour le compte de leurs clients) doivent permettre néanmoins un niveau de vigilance sur les clients au moins équivalent à celui porté sur les propres clients du Conservateur.

Le Conservateur délègue donc aux courtiers et partenaires qu'elle a autorisé à travailler avec les sociétés du Groupe ainsi qu'aux Etablissements financiers susvisés, l'identification et la connaissance des clients réalisant des opérations avec l'une au moins desdites sociétés.

Ces tiers doivent remettre aux services de gestion du Conservateur, concomitamment aux souscriptions qu'ils font réaliser, toutes les informations relatives à l'identité des clients concernés par lesdites opérations, et le cas échéant, celles relatives aux bénéficiaires effectifs des opérations de même que les informations relatives à l'objet et à la nature de la relation d'affaires. A cet effet, ils remettront la fiche d'information partenaires (mise à disposition par Le Conservateur) dûment renseignée.

Le Conservateur pourra leur demander de fournir les pièces justificatives de l'identité du client ou du bénéficiaire effectif ainsi que des informations communiquées sur la relation d'affaires et ils s'engagent à les transmettre.

Ces informations devront être régulièrement actualisées tout au long de la relation d'affaires et communiquées au moyen des fiches d'information partenaires, qu'il leur est fait obligation d'utiliser. A défaut, les dossiers seront refusés.

Des avenants aux conventions signées avec ces entités précisent les obligations des tiers précités à l'égard du Conservateur. Le Conservateur dispose de la faculté d'effectuer des contrôles au sein de leurs cabinets ou sociétés sur la correcte application de la procédure et le respect de leurs propres obligations.

6. Conséquence du défaut d'identification et de connaissance du client

Lorsque la demande d'identification du client et l'obtention d'informations sur la connaissance du client seront infructueuses, Le Conservateur refusera toute entrée en relation, et lorsque le cas se présentera pendant le cours de la relation, ne pourra effectuer de nouvelle opération dès lors qu'il ne pourrait obtenir d'information ni sur l'identité du client, ni sur la justification de l'adresse de son domicile, ni sur l'objet et la nature de la relation d'affaire, ni sur les activités professionnelles du client ni sur ses tranches de revenus et de situation patrimoniale.



La conséquence de cette méconnaissance du client s'appliquera tant pour les opérations d'assurance que pour celles sur ses comptes de titres financiers.

La Cellule anti blanchiment du Conservateur en sera immédiatement avisée et devra alors procéder concomitamment à la déclaration visée au paragraphe VI.

Titre III - EXAMEN DES OPERATIONS

(cf. fiche pratique 2)

Il est ici expressément indiqué que Le Conservateur a, unilatéralement, pris la décision de continuer à fixer le seuil du montant d'examen d'opérations de montant élevé à 150 K€, qu'il juge adapté à la nature des opérations qu'il traite et à sa catégorie de

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

clientèle. C'est donc dans ce cadre que ce montant sera évoqué dans la suite du texte.

1. L'examen des opérations par les commerciaux

1.1. La procédure d'examen simplifié (vigilances allégée et standard)


Il s'agit ici de l'application des diligences minimales qui font l'objet des points 1 et 2 du Titre II ci-dessus.

La procédure de vigilance standard s'applique à tous les produits et opérations par défaut, dans la limite des montants et critères définis ci-dessous au § 1.2.

La procédure de vigilance allégée s'applique aux produits suivants quels que soient le montant et la nature des opérations réalisées :

- Tontines PU non mises en garantie d'un montant inférieur à 150 K€
- Tontines PP dont le montant annuel de versement est inférieur à 150 K €
- Contrats Prévoyance (gamme Sérénité)
- Contrats emprunteurs
- Contrats Retraite (Madelin, PERP)
- Contrats avec sortie en rente viagère.

Dans ces deux cas, l'assouplissement consiste seulement à ne pas établir, en principe, une fiche confidentielle d'examen sauf s'il existe une suspicion d'opération de blanchiment. Le recueil d'informations sur la connaissance et l'identification du client est en revanche appliqué dans tous les cas.

 Si le commercial a le moindre doute, il doit contacter le Délégué National ou le Directeur Commercial de rattachement qui en référera à la Cellule de lutte anti-blanchiment. Cette dernière transmettra la marche à suivre ou les précautions à prendre avant de conclure l'affaire et pourra notamment demander de compléter une fiche confidentielle d'examen.

1.2. La procédure d'examen approfondi

(cf. fiche pratique 2)

1.2.1. Cas dans lesquels elle est nécessaire



Ces mesures concernent les clients et/ou produits et/ou opérations que Le Conservateur a identifiés comme présentant un risque élevé. **Elle ne s'applique pas aux produits entrant dans la catégorie relevant de la vigilance allégée.**

Un examen approfondi doit être effectué dès lors que l'une des situations suivantes est rencontrée :

1.2.1.1 Clients classés en vigilance élevée

Le classement d'un client personne physique ou personne morale en vigilance élevée a pour effet de susciter une enquête documentée de chaque opération qu'il réalise dès lors qu'elle s'élève au-moins à 25 K€.

De plus, un examen approfondi doit être également réalisé si le client, déjà classé en vigilance élevée, a effectué au-moins 5 opérations en entrée et/ou sortie sur 12 mois glissants d'un montant unitaire inférieur à 25 K€, représentant un montant total de flux cumulés en valeur absolue $\geq 40K€$.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Au sein du Conservateur, il s'agit des clients suivants :

- le client change à plusieurs reprises de domicile dans l'année de souscription même s'il justifie ses changements,
- l'adresse du client est une boîte postale en métropole qu'il n'a pas justifiée
- le client est domicilié chez un tiers sans justificatif
- le client n'a pas fourni de justificatif de domicile lors de son changement d'adresse
- Le client a une adresse postale ou fiscale à l'étranger hors EEE sauf dans un paradis fiscal, un Etat ou Territoire non coopératif
- le client a une profession à risque : cf annexe 12
- le client a déjà fait l'objet d'un examen approfondi, justifié ou non.

Cas particulier : clients résidant à l'étranger ou n'ayant pas fourni de justificatif de domicile, ou ayant fait l'objet d'un examen approfondi justifié

Dans ce cas, le seuil d'analyse des opérations cumulées est porté à 60 K€ au lieu de 40 K€.

1.2.1.2 Clients classés en vigilance renforcée

Toutes les opérations du client, de quelque nature qu'elles soient, doivent alors donner lieu à un examen approfondi et donc être justifiées dès lors que :

- Le client a refusé de répondre aux questions sur son activité professionnelle, et/ou sur ses revenus et/ou sur sa situation patrimoniale, ou sur sa qualité de PPE ou non (hors salariés / mandataires sociaux et administrateurs) et effectue un versement unitaire supérieur à 2,5 K€ ou un versement périodique d'un montant annuel cumulé supérieur à 1 K€ avec un seuil déclencheur à 250 € et/ou
- Le client a une adresse fiscale ou réside dans un paradis fiscal, un Etat ou un Territoire non coopératif et/ou
- Le client est un PPE et/ou
- Le client a déjà fait l'objet d'une déclaration à Tracfin et/ou
- Le client est inscrit sur la liste des terroristes et/ou
- Le client est un fonds fiduciaire et/ou
- Le client ne paraît pas agir pour son compte (sauf pour les représentants de mineurs et majeurs frappés d'incapacité)

Dans ces six cas, l'opération est bloquée et ne doit pas être enregistrée tant que l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin ne l'a pas autorisée.

Elle fait donc obligatoirement l'objet d'une dérogation avant tout traitement.



1.2.1.3 Opérations présentant un risque élevé

Les opérations nécessitant un examen approfondi sont les suivantes :

☐ En assurance, tout versement, rachat, avance dont :

- le montant unitaire est supérieur ou égal à 150 K€,
- ou
- le montant unitaire est de 25 K€ au moins dès lors que cumulé sur une année glissante, le total des flux est supérieur ou égal à 150 K€.

☐ Sur les comptes titres financiers, tout versement ou retrait dont :


	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- le montant unitaire est supérieur ou égal à 150 K€ (250 K€ pour une personne morale)
- ou
- le montant unitaire est de 25 K€ au moins dès lors que cumulé sur une année glissante, le total est supérieur ou égal à 150 K€ (250 K€ pour une personne morale)
- concernant la trésorerie d'entreprise, l'examen approfondi est également pratiqué dès lors que les mouvements sont incohérents avec les comptes de l'entreprise.

☐ En assurance ou chez Conservateur Finance : le client a effectué plus de 10 opérations en entrée et/ou sortie sur 24 mois glissants représentant un montant total de flux cumulés en valeur absolue \geq à 75 K€.

☐ Chez Conservateur Finance, le client demande un crédit au cours de la 4^e année de son adhésion à la tontine.

☐ Le payeur des primes est différent du souscripteur du contrat (y compris les chèques de banque, de notaires, de compagnies d'assurance) sauf exceptions mentionnées au paragraphe 1.3.2, ou le contrat / compte du souscripteur fait l'objet d'un ou de virements provenant de tiers.

 Le règlement d'une affaire par débit d'un compte agent, par rachat d'un contrat personnel (agent) est strictement interdit. Les chèques émanant des courtiers/partenaires ou des commerciaux ne sont pas acceptés sauf s'il s'agit de versements sur leurs propres comptes ou contrats ouverts au Conservateur. Un geste commercial consistant en un ajustement mineur de la cotisation ou en la prise en charge de droits d'adhésion par débit d'un compte agent est autorisé si le règlement principal est effectué par le client.

 La mise en place de prélèvements automatiques sur compte de tiers est interdite.

☐ Rachats / avances - Retraits précoces

En assurance :

- pour tout rachat, avance, dès lors que le rachat ou l'avance est d'un montant supérieur ou égal à 25 K€ et qu'il (elle) a été précédé(e), au cours des deux années écoulées, d'un montant total de versements au moins équivalent à celui du retrait ou de l'avance

ou

- pour des rachats ou avances unitaires ou cumulés sur 12 mois glissants représentant un montant total \geq à 150 K€ dès lors que le déclenchement est une opération \geq à 25 K€.

- Chez Conservateur Finance :

- pour un client personne physique : tout rachat d'OPCVM d'un montant supérieur ou égal à 25 K€ et précédé, dans un délai de six mois d'un montant total de versements au moins équivalent au retrait, hors trésorerie d'entreprise,

- pour un client personne morale : tout rachat d'OPCVM d'un montant supérieur ou égal à 250 K€ et précédé, dans un délai de six mois d'un montant total de versements au moins équivalent au retrait,



- pour des rachats unitaires ou cumulés sur 12 mois glissants représentant un montant total \geq à 150 K€ (ou 250 K€ pour une personne morale) dès lors que le déclenchement est une opération \geq à 25 K€.

☐ Renoncations

Le client renonce à son contrat d'une valeur \geq à 5 K€.

☐ Nantissements

Le client met en garantie son contrat pour un montant \geq à 100 K€ et/ou pour une raison non justifiée économiquement ou complexe.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

☐ L'(les) opération(s) réalisée(s) par le client n'est (ne sont) pas cohérente(s) avec son activité, son patrimoine et ses revenus déclarés, à savoir :

- le versement (d'un montant minimum unitaire ou cumulé de 25 K€ sur les 12 derniers mois) est supérieur ou égal au patrimoine médian (cf annexe n°11) déclaré par le client sauf si : le montant versé a pour origine héritage ou donation ou autre et que le montant est inférieur à 35 K€ ou si le client appartient à la première tranche et déclare ne posséder aucun bien immobilier.
- le versement (d'un montant minimum unitaire ou cumulé de 25 K€ sur les 12 derniers mois) est supérieur ou égal à 80 % du patrimoine financier déclaré sauf si le montant versé a pour origine héritage ou donation ou autre et que le montant est inférieur à 35 K€ (cf annexe n°11 – Patrimoine financier de référence).
- le versement (d'un montant minimum unitaire ou cumulé de 25 K€ sur les 12 derniers mois) est supérieur à la combinaison des critères Revenu / CSP (cf annexe n°11) sauf :
si le montant versé a pour origine héritage ou donation ou autre et que le montant est inférieur à 35 K€,
si le client est âgé de 70 ans au moins,
si l'entrée est < à 80 % du patrimoine financier de référence.

☐ Les fonds proviennent d'un compte ouvert dans un établissement bancaire hors EEE ou UE¹ et hors paradis fiscal.

☐ Le paiement de la prestation est demandé par virement vers l'étranger (hors EEE et UE).

☐ La présentation au remboursement par un même bénéficiaire d'un ou d'une série de bons anonymes quelle que soit la valeur de rachat totale,

☐ L'origine des fonds déclarée sur la fiche de conseil personnalisée est « gain aux jeux ».

☐ L'origine des fonds déclarée sur la fiche de conseil personnalisée est « héritage ou donation ou autres » et que le montant du versement (unitaire ou cumulé sur les douze derniers mois), est supérieur ou égal à 35 K€.

☐ Les versements sont effectués à partir de plusieurs comptes au nom du souscripteur ou les virements sont destinés à plusieurs comptes à son nom,

☐ Le client a une adresse postale ou fiscale à l'étranger hors EEE sauf dans un paradis fiscal, un Etat ou un Territoire non coopératif

1.2.1.4 Opérations présentant un risque renforcé



☐ L'opération souhaitée par le client est complexe (elle fait intervenir plusieurs entités ou personnes, hors ou à l'intérieur des frontières et/ou est constituée d'une succession d'opérations juridiques,).

☐ L'opération souhaitée par le client ne paraît pas justifiée économiquement (le contrat n'a pas le temps de produire des revenus, la courte durée de détention du contrat conduit à une fiscalité désavantageuse sur les produits, l'opération se dénoue rapidement et à perte sur un compte titres financiers, ...).

☐ Les fonds proviennent d'un compte ouvert dans un paradis fiscal, un Etat ou un Territoire non coopératif.

Dans l'un de ces cas, l'opération est bloquée et ne doit pas être enregistrée tant que l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin ne l'a pas autorisée. Elle fait donc obligatoirement l'objet d'une dérogation avant tout traitement.

¹ Espace Economique Européen – Union Européenne : composition décrite en annexe

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

1.2.2. A quel moment faut-il réclamer une fiche d'examen approfondi ?

La fiche d'examen doit être fournie **en même temps** que la demande du client quand celle-ci transite par le contact commercial et que ce dernier est en mesure de vérifier, sans traitement informatique, que le client ou l'opération correspond à l'un des critères d'examen et notamment :

- pour tout versement, rachat, avance dont le versement unitaire est supérieur ou égal à 150 K€ (250 K€ en Finance),
- en cas de paiement par tiers, sauf pour les exceptions visées au § 1.3.2,
- si le versement est effectué à partir de plusieurs comptes,
- pour les cas de retrait précoce visés au § 1.2. 1.3 dès lors que la demande transite par l'agent,
- si les fonds proviennent d'un compte ouvert dans un établissement bancaire hors EEE ou UE,
- si l'opération souhaitée par le client est complexe
- si l'opération souhaitée par le client ne paraît pas justifiée économiquement ou si elle a un objet illicite (cf mise en garde ci-dessus),
- si la personne ne paraît pas agir pour son compte, pour elle-même et pour la personne au nom de laquelle elle agit (sauf représentants des mineurs et majeurs frappés d'incapacité),
- si le client est un fonds fiduciaire ou un patrimoine d'affectation,
- si le client a une adresse fiscale dans un paradis fiscal,
- si le client a une adresse postale à l'étranger hors EEE,
- si le client a une domiciliation chez un tiers non justifiée ou si son adresse est une boîte postale en métropole non justifiée,
- lorsque le client exerce l'une des professions à risque (cf liste en annexe 12),
- si le client (et non le prospect) a refusé de renseigner les données essentielles de la fiche contact ou d'information partenaires,
- si l'origine des fonds est « gain aux jeux »
- si l'origine des fonds est « héritage ou donation ou autre » et que son montant est supérieur ou égal 35 K€,
- s'il s'agit d'une PPE ; dans ce dernier cas, se reporter au point 1.5 ci-après.

En présence de l'une ou l'autre de ces situations, l'opération initiée par le client doit être explicitée (en renseignant la fiche d'examen exhaustivement) et documentée (par la fourniture de tous justificatifs probants).

En l'absence d'informations, un dossier d'examen est ouvert par la Cellule anti-blanchiment et traité comme indiqué au paragraphe 2.10 du Titre III. Si au contraire, les pièces justificatives sont jointes à la demande d'acte de gestion, elles doivent être transmises, le jour même, à la Cellule de la lutte anti-blanchiment qui traitera le dossier d'examen. Cet envoi doit être numérisé et transmis à l'adresse suivante : CorbeilleCelluleLCB-FT@conservateur.fr.

1.3. Les exceptions à la procédure d'examen approfondi

1.3.1. Réemploi de fonds pour des contrats d'assurance ou des comptes de titres financiers souscrits au sein du Conservateur



Il n'y a pas lieu d'effectuer un examen approfondi de l'opération si le versement s'effectue par réemploi d'un contrat d'assurance ou d'un(de) bon(s) de capitalisation nominatif(s) rachetés ou échus ou d'un compte de titres et que le souscripteur du nouveau contrat d'assurance ou compte de titres financiers est bien le bénéficiaire des fonds qui sont réemployés.

Toutefois, le bordereau de réinvestissement des fonds doit être joint à la nouvelle souscription en cas de capital échu (tontine ou mutuelle).

1.3.2. Le payeur de prime est différent du souscripteur

Si le payeur est différent du souscripteur, l'examen approfondi est obligatoire sauf dans les cas suivants :

- pour tout versement inférieur à 10 000 euros si le payeur est le conjoint portant le même patronyme et résidant à la même adresse,

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- pour les versements effectués par les représentants légaux du mineur (dès lors que le montant unitaire ou que le montant cumulé sur douze mois glissants atteint au maximum 5 K€),
- pour les versements effectués sur le contrat d'un mineur par une personne autre que les représentants légaux (dès lors que le montant unitaire atteint au maximum 2 K€ ou que le montant cumulé sur douze mois glissants atteint au maximum 2 K€),
- pour les contrats collectifs lorsque le payeur est la personne morale dans laquelle l'adhérent exerce son activité professionnelle.

1.4. Les cas de refus

Ne doivent pas être acceptées les affaires qui présentent l'une de ces caractéristiques :

- si le nouveau client n'a pas souhaité communiquer d'informations sur son identité ni sur les éléments permettant son identification (pour les personnes physiques : sur un plan professionnel, familial, économique et financier et pour les personnes morales, sur l'activité de la société et sur ses comptes) ni sur la nature et l'objet de la relation d'affaires, étant précisé que ces derniers sont toujours connus à travers la fiche de conseil personnalisé ou la fiche d'information partenaires,
- si le courtier ou partenaire n'a pas transmis d'informations sur l'identification et la connaissance du client et ou la nature et l'objet de la relation d'affaires,
- l'opération n'a ostensiblement pas d'objet licite, (elle participe à une opération contraire à la loi : les mouvements financiers favorisent une fraude à la TVA, ...)
- si l'identité de l'un des constituants d'un fonds fiduciaire n'est pas connue,
- si le client est évasif sur l'origine des fonds qu'il souhaite placer.

 Dans tous les cas, le commercial informe ou son Délégué National ou son Directeur Commercial de rattachement qui en informera l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin du Groupe Le Conservateur.



1.5. Les cas particuliers : les PPE ou assimilés

(Cf. fiche pratique 3)


En présence d'une PPE, de personnes exerçant des fonctions publiques de rang inférieur à celles des PPE, dès lors que leur exposition politique est comparable à celle des PPE, ou lorsque le client le devient au cours de la relation d'affaires, il y a lieu de soumettre le dossier au Délégué National dont il relève pour les Agents Généraux d'Assurances ou au Directeur Commercial pour les agents appartenant au réseau DIF, qui interrogera l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin du Conservateur sur l'acceptabilité de la souscription ou de l'ouverture de compte ou sur la poursuite de la relation d'affaires, et ce préalablement à la conclusion de l'affaire. **L'accord de la Direction Générale sera également préalablement requis.** Le Directeur Général pourra déléguer cette autorisation à l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin.


En présence de PPE ou assimilées, il y a lieu :

- de rechercher systématiquement l'origine du patrimoine de la personne ou le cas échéant du bénéficiaire effectif ainsi que celle de chaque opération et d'en obtenir systématiquement la justification.
- de rechercher systématiquement la destination des fonds et l'identité de la personne bénéficiaire. De même, l'actualisation des informations durant la relation d'affaires est plus fréquente qu'en temps normal.
- d'effectuer un examen formalisé approfondi et assorti de justificatifs sur chaque opération présentant un risque élevé ainsi que sur l'ensemble des contrats et sur les autres opérations à risque normal ou faible.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

A l'issue de l'année suivant celle au cours de laquelle le client abandonne la catégorie des PPE, la Cellule anti blanchiment du Conservateur examine la situation et analyse les risques avant de revenir à l'application d'une vigilance normale.

 Il convient d'être encore plus vigilant en présence d'une personne politiquement exposée ayant exercé ou exerçant dans des pays où la corruption est généralisée.

 Afin de permettre un meilleur éclairage sur la qualité ou non d'une PPE, **être particulièrement vigilant en cas de souscriptions émanant de non-résidents ou lorsqu'ils le deviennent en cours de relation** : connaître très précisément leur activité professionnelle, l'ancienneté de leur non résidence, les raisons de celle-ci,

1.6. La fiche confidentielle d'examen (annexes 1 et 2)

(Cf. fiches pratiques 5-6)



Dans le cadre de la **procédure d'examen approfondi**, le client de préférence, à défaut le commercial, doit compléter et signer la **fiche confidentielle d'examen** (annexes 1 et 2) et y joindre tous les justificatifs nécessaires. Elle est ensuite transmise à la Cellule de lutte anti-blanchiment.

L'absence de cette fiche et des pièces justificatives entraîne l'ouverture d'un dossier d'examen en instance qui sera géré par la Cellule anti-blanchiment conformément à la procédure de suivi des instances mise en œuvre (Cf. Titre III- article 2.10).



L'Intermédiaire doit interroger le client ou le prospect sur l'origine des fonds que celui-ci souhaite verser ou la destination de ceux qu'il souhaite récupérer. Il doit également fournir l'objet de l'opération et l'identité du bénéficiaire comme indiqué précédemment.

Ci-après les informations et les justificatifs qu'il faut fournir **selon l'origine des fonds**:



Origine des fonds	Informations	Pièces justificatives
Salaires, traitements, revenus fonciers (trésorerie)		Une attestation sur l'honneur de l'origine des fonds uniquement pour les versements inférieurs à 50 K€. Au-delà de 50 K€, la copie du relevé de compte avec mention du solde antérieur à l'opération et faisant apparaître l'opération et son montant.
Trésorerie d'entreprise		La copie du bilan du <u>dernier exercice</u> de la société précédant l'investissement + copie du relevé de compte sur lequel apparaît le solde antérieur à l'opération et son montant.
Rachat d'un contrat d'assurance vie	Le nom de l'assureur La date du rachat Son montant	La copie du courrier de de l'avis d'opération de l'assureur attestant de l'opération réalisée et de son montant.
Rachat d'un produit d'épargne bancaire	- Le type d'épargne (Livret A, PEA, PEP,...) - Le nom de l'établissement financier gestionnaire, - Le numéro du compte - Le montant	La copie de l'avis d'opération faisant apparaître le rachat du compte d'épargne et si le montant est viré sur le compte bancaire avant investissement chez nous, la copie du relevé de compte faisant apparaître au crédit ledit virement et au débit, le chèque vers Le Conservateur.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Origine des fonds	Informations	Pièces justificatives
Cession de titres au porteur ou OPCVM/	<ul style="list-style-type: none"> - Le nom de l'établissement financier gestionnaire, - L'identification des titres cédés - Le montant 	La copie d'un document émanant de l'établissement financier qui justifie le rachat du compte ou des titres (cette pièce peut être transmise après l'opération de souscription).
Cession de valeurs mobilières nominatives		<p>La copie du bordereau de cession de titres enregistré si ce sont des actions + la garantie de passif signée où apparaît le prix.</p> <p>La copie de l'acte de cession de parts signé si ce sont des parts de SARL ou SCI</p>
Cession immobilière en direct	<ul style="list-style-type: none"> - La date de l'acte notarié - L'adresse du notaire - L'adresse du bien - Le prix du bien 	La copie de l'attestation du notaire sur laquelle figure la description du bien vendu et son adresse, le nom du vendeur, la date de l'acte et le montant de la transaction ou une copie de l'acte de vente.
Cession immobilière par une SCI		idem ci-dessus + lien entre la SCI et le souscripteur. Récupérer les statuts de la SCI, la décision des associés relative à la distribution d'un dividende ou une attestation du gérant s'il s'agit du remboursement d'un compte courant.
Cession d'un fonds de commerce ou d'une clientèle	<ul style="list-style-type: none"> - l'adresse du conseil - La date de l'acte - L'adresse du bien - Le prix du bien 	L'attestation du conseil sur laquelle figure la description du bien vendu et son adresse, le nom du vendeur, la date et le montant de la transaction ou une copie de l'acte de vente.
Dividendes	<ul style="list-style-type: none"> Nom de la société distributrice Montant de la distribution 	La copie du PV de l'AG décidant de la distribution du dividende signé ou un extrait certifié conforme.
Héritage	Le bien recueilli et sa valeur	Selon le cas, la copie du chèque de versement du capital décès par l'assureur <u>ou</u> courrier du notaire portant le nom de l'héritier et du montant remis <u>ou</u> copie de l'acte du notaire faisant apparaître le montant revenant à l'héritier devenu notre client.
Donation		La copie de l'imprimé Cerfa enregistré ou de l'acte de donation ou d'une attestation du notaire indiquant la date de la donation, faisant apparaître le nom du donataire et le montant reçu par celui-ci.
Fiducie		<ul style="list-style-type: none"> - La copie du contrat de fiducie - La copie d'une pièce d'identité du bénéficiaire et/ou du Constituant - La copie d'une pièce d'identité du Fiduciaire.
Fonds dont l'origine est hors EEE (fonds supérieurs ou		<ul style="list-style-type: none"> - le relevé de compte - une attestation de déclaration au service des douanes Cerfa N°13426 pour les sommes supérieures à 10 000 euros

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Origine des fonds	Informations	Pièces justificatives
<i>égaux à 10 000 euros, quasi espèces, chèques provenant d'un compte ouvert en dehors de l'espace économique européen et nécessitant une déclaration au service des douanes)</i>		
Gain aux jeux		La copie de la lettre d'accompagnement de la remise de chèque et du chèque et plus selon le cas.
Pour les autres cas (ex : biens de valeur)	<ul style="list-style-type: none"> - Le bien cédé - La valeur du bien cédé 	La copie certifiée conforme d'une facture portant le nom du cédant, la valeur du bien cédé et la date de la cession.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

2. Procédures de gestion

2.1. Souscription – Adhésion


2.1.1. Souscription/adhésion par un nouveau client

2.1.1.1. L'opération ne nécessite pas un examen approfondi

Vigilance à mettre en œuvre par les services Production assurance et finance

Si l'opération entre dans le champ de la procédure d'examen simplifié ou standard, le gestionnaire doit vérifier :

- la présence de la fiche contact ou d'information partenaires renseignée dans toutes ses rubriques obligatoires, quel que soit l'apporteur.
- que les vérifications objet de l'article 1. du Titre II (*identification du client*) ci-dessus sont bien effectuées.

 Il incombe aux gestionnaires des services Production tant en assurance qu'en finance de vérifier l'exhaustivité, la qualité et la conformité des pièces d'identité et justificatives présentées.

Si l'une des pièces est manquante, incomplète ou illisible, le dossier de souscription est non conforme. Dans ce cas, l'affaire est néanmoins saisie, le dossier conservé et **le chèque non encaissé**. Le service Production adresse un courriel au commercial afin que ce dernier demande au client d'envoyer directement au siège social les informations manquantes, par courrier électronique ou par la poste. Une instance est ouverte et si au terme d'un délai de 10 jours ouvrés les informations manquantes ne sont pas réceptionnées par ledit service, **le dossier est retourné au commercial et l'affaire est annulée**.

2.1.1.2. L'opération nécessite un examen approfondi



Si l'opération entre dans le champ de la procédure d'examen approfondi, le gestionnaire des Service Production doit vérifier :

- que l'opération est accompagnée d'une fiche contact ou d'information partenaires entièrement complétée et signée par le client,
- que les vérifications objet de l'article 1. du Titre II (*identification du client*) ci-dessus sont bien effectuées.

Lorsque l'opération consiste en un paiement effectué par un tiers, le gestionnaire doit enregistrer le tiers payeur lors d'un encaissement manuel par chèque ou lors d'un paiement par virement.

Lorsque le dossier est accompagné d'une fiche d'examen et/ou de pièces justificatives, il les transmet le jour même à la Cellule de lutte anti-blanchiment qui traitera le dossier d'examen. Ces envois doivent être numérisés et transmis à l'adresse suivante :

CorbeilleCelluleLCB-FT@conservateur.fr.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Si la fiche contact ou d'information partenaires n'est pas exhaustivement complétée ou fait défaut, ou s'il manque des pièces justificatives (cf § 2.1.1.1. précédent) l'affaire est néanmoins saisie, le dossier conservé et **le chèque non encaissé**. Le service Production adresse un courriel au commercial afin que ce dernier demande au client d'envoyer directement au siège social les informations et/ou pièces manquantes, par courrier électronique ou par la poste. Une instance est ouverte **et si au terme d'un délai de 10 jours ouvrés les informations et/ou pièces manquantes ne sont pas réceptionnées par ledit service**, le dossier est retourné au commercial et **l'affaire est annulée**.

Lorsqu'il existe **un soupçon de blanchiment ou si le client est un PPE ou assimilé**. Dans ce cas, l'ensemble des dispositions prévues aux Titre II § 3. et Titre III § 1.5. doit être préalablement respecté : **l'encaissement ne peut être réalisé ni l'affaire saisie**.

Si seule la fiche d'examen fait défaut ou n'est pas exhaustivement complétée et/ou s'il manque des justificatifs, l'affaire est néanmoins émise et le dossier d'examen est transmis à la Cellule anti-blanchiment.

La gestion du dossier d'examen par la Cellule de lutte anti-blanchiment

A réception par la Cellule la lutte anti-blanchiment de la fiche d'examen et/ou des pièces justificatives, celle-ci procède à leur analyse qualitative et soit transmet pour signature à la personne habilitée à signer le dossier complet soit procède aux opérations objet de l'article 2.10 du Titre III..

En l'absence de fiche d'examen ou d'incomplétude de la fiche ou des pièces justificatives, un dossier d'examen est ouvert par la Cellule anti-blanchiment et traité comme indiqué au paragraphe 2.10 du Titre III.

2.1.2. Souscription/Adhésion par un client actif

2.1.2.1. L'opération ne nécessite pas un examen approfondi

Le gestionnaire des services de gestion doit se reporter au § 2.1.1.1. ci-dessus.

Cependant, dès lors que **la fiche contact ou d'information partenaires fait défaut** ou a plus d'un an ou est incomplète, sauf soupçon de blanchiment manifeste, **l'affaire est néanmoins saisie et le chèque encaissé**. Une lettre est adressée au client lui demandant de compléter la fiche contact ou d'information partenaires (qui sera jointe) et il est demandé au commercial d'aller voir le client pour l'y aider.



2.1.2.2. L'opération nécessite un examen approfondi

En cas d'absence de la fiche contact ou d'information partenaires ou si elle a plus d'un an ou si elle est incomplète, le gestionnaire du service Production doit se référer au § 2.1.2.1. ci-dessus.

Si le dossier d'examen est incomplet ou inexistant, l'affaire est néanmoins émise sauf :

- en cas de soupçon de blanchiment, **où le dossier doit être préalablement examiné par l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin**,
- **ou si** le client est une PPE ou assimilée. Dans ce cas, l'ensemble des dispositions prévues aux Titre II § 3. et Titre III § 1.5. doit être préalablement respecté : **l'encaissement ne peut être réalisé ni l'affaire saisie**,

Lorsque le dossier est accompagné d'une fiche d'examen et/ou de pièces justificatives, le gestionnaire les transmet le jour même à la Cellule de lutte anti-blanchiment qui traitera le dossier d'examen. Ces envois doivent être numérisés et transmis à l'adresse suivante : CorbeilleCelluleLCB-FT@conservateur.fr.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

La gestion du dossier d'examen par la Cellule de lutte anti-blanchiment

A réception par la Cellule la lutte anti-blanchiment de la fiche d'examen et/ou des pièces justificatives, celle-ci procède à leur analyse qualitative. Le dossier d'examen est alors déclaré complet ou incomplet par la personne habilitée à signer le dossier

Si le dossier est déclaré complet par le Déclarant Tracfin, le dossier est clos.

Si le dossier est déclaré incomplet, le Déclarant peut le considérer comme cohérent au regard des informations contenues dans la fiche contact ou fiche d'information partenaires.


Dans le cas contraire, faute de pièces justificatives éclairantes, le dossier d'examen incomplet fait l'objet d'une analyse avant d'être transmis au Déclarant qui décide de la suite à donner.

2.2 Renonciation – Rétractation - Annulation (restitution de fonds)

Une renonciation / rétractation / annulation peut en effet constituer un acte de blanchiment dans la mesure où il y a remboursement des fonds par les sociétés d'assurance ou par Conservateur Finance.

Toute restitution de fonds à l'un de ces titres portant sur un montant supérieur ou égal à 5 K€ doit donner lieu à un examen préalable approfondi. Une fiche confidentielle d'examen doit être renseignée et signée par le client à défaut, par le commercial. Cette procédure s'applique également en cas de renonciation postérieure à une adhésion à une tontine classée en vigilance allégée.

L'acte est traité et après examen, la Cellule anti blanchiment autorise le paiement.

 Exception : si la restitution des fonds intervient dans un contexte de réclamation, la fiche de décision, une fois remplie et signée, est classée dans l'acte de gestion LCB/FT. Il n'est pas nécessaire d'établir une fiche d'examen.



2.3. Versement complémentaire (ou remboursement d'avance)

2.3.1. Le versement ne nécessite pas un examen approfondi

La fiche contact ou d'information partenaires nouvellement validée par le client doit impérativement accompagner le versement si la dernière opération remonte à plus d'un an. A défaut, sauf soupçon de blanchiment manifeste, l'opération est néanmoins enregistrée et le chèque encaissé. Une lettre est adressée au client lui demandant de compléter la fiche contact ou d'information partenaires (qui sera jointe) et il est demandé au commercial d'aller voir son client pour l'y aider.

2.3.2. Le versement nécessite un examen approfondi

En plus des éléments mentionnés ci-dessus au § 2.3.1, se référer au point 2.1.2.2. ci-dessus.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

2.4. Rachat - Avance

2.4.1. L'opération ne nécessite pas un examen approfondi

Dans ce cas, le gestionnaire des services de gestion doit vérifier :

- a) la conformité de la signature du demandeur.
- b) que le demandeur et le destinataire du règlement sont obligatoirement le souscripteur du contrat ou titulaire du compte (sauf cas de mise en œuvre d'un nantissement / mise en gage du compte).
- c) que la photocopie de la carte d'identité recto/verso du demandeur est jointe au dossier,
- d) qu'une fiche contact ou d'information partenaires accompagne le dossier ou qu'il en existe une au dossier de moins d'un an.

Si l'une au moins des 3 premières vérifications ne peut être réalisée, le dossier reste en instance jusqu'à ce que le dossier soit conforme.

Si seule fait défaut la fiche contact ou d'information partenaires actualisée de moins d'un an, cette anomalie sera enregistrée dans le système d'information et il sera demandé à l'intermédiaire d'en transmettre une au plus vite aux services administratifs sauf s'il s'agit d'un rachat total. L'opération demandée par le client sera néanmoins prise en compte et le rachat ou l'avance traitée.

2.4.2. L'opération nécessite un examen approfondi

Le gestionnaire des services de gestion procède aux vérifications prévues au dispositif précédent (cf § 2.4.1.).

Lorsque le dossier est accompagné d'une fiche d'examen et/ou de pièces justificatives, il les transmet le jour même à la Cellule de lutte anti-blanchiment qui traitera le dossier d'examen **en priorité**. Ces envois doivent être numérisés et transmis à l'adresse suivante : CorbeilleCelluleLCB-FT@conservateur.fr. Le service de gestion des contrats traite l'opération en parallèle.

Lorsque le dossier n'est pas accompagné d'une fiche d'examen et/ou de pièces justificatives, l'affaire est enregistrée dans le système d'information et la Cellule anti-blanchiment doit immédiatement analyser le dossier au regard des informations connues sur le client. **Il procède en priorité absolue à l'analyse de l'opération de rachat** et soumet en urgence le dossier au Déclarant Tracfin qui décidera ou non de l'ouverture d'une instance selon la procédure indiquée au § 2.10 du titre III.

2.4.3. Les retraits précoces (rachats ou avances)



Si un retrait, pour rachat ou avance supérieur ou égal à 25 K€, est demandé sur un contrat d'assurance dans les 2 ans qui suivent le(s) versement(s) d'une prime (souscription, versement complémentaire) supérieure ou égale au retrait, alors un examen renforcé est requis.

Chez Conservateur Finance, il est procédé à un examen renforcé pour tout rachat d'OPCVM d'un montant supérieur ou égal à 25 K€ intervenu dans un délai de six mois à compter du dernier versement hors trésorerie d'entreprise.

S'il s'agit de trésorerie d'entreprise, l'examen renforcé ne sera réalisé que si le rachat précoce atteint ou excède 250 K€.

Une fiche confidentielle d'examen est adressée au commercial qui doit justifier la destination des fonds si celui-ci ne l'a pas jointe à la demande de rachat.

Se reporter aux dispositions du § 2.4.2 précédent pour le dispositif de traitement de l'opération.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

2.4.4. Les opérations réalisées avec Conservateur Finance par des personnes morales

Dans ce cas, l'examen approfondi est pratiqué dès lors que les mouvements sont incohérents avec les comptes de la personne morale et dans tous les cas, au-delà d'un montant de 250 K€.

2.5. Examen des opérations *a posteriori*

Cela concerne toutes les situations visées dans la cartographie des risques qui n'ont pu être identifiées immédiatement comme devant donner lieu à un examen renforcé dont, notamment, les opérations cumulées supérieures ou égales à 150 K€ (ou 250 K€ en Finance) ou incohérentes par rapport au patrimoine et aux revenus déclarés par le client.

Pour toutes les opérations (versements ou retraits) d'un montant unitaire supérieur à 25 000 euros, le cumul des opérations effectuées sur les contrats ou comptes du client toutes sociétés confondues est vérifié sur une année glissante.


Dans ces cas-là, une alerte informatique est générée devant conduire à un examen par la Cellule anti blanchiment de l'opération au regard du profil du client.

Soit l'examen conclut à la justification de l'opération ou de la succession d'opérations : elle le matérialise sur la fiche d'analyse qui doit être ensuite validé par l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin (et à l'avenir, sur un support durable), soit, dans le cas contraire, elle adresse au commercial une fiche confidentielle d'examen en vue d'obtenir du client la justification de l'origine ou de la destination de l'ensemble des fonds objet de l'alerte.

A réception, la Cellule anti blanchiment doit vérifier :

- que la fiche d'examen est entièrement complétée et signée par le client ou son contact commercial,
- que les pièces justifiant l'origine et/ou la destination des fonds sont présentes (cf. Tableau au § 1.6. du Titre III).
- que le dossier du client contient une fiche contact ou d'information partenaires actualisée mise à jour depuis un an au plus.

Elle transmet ensuite aux personnes habilitées, en son sein, la fiche d'examen justifiée pour signature, accompagnée de la dernière fiche contact ou d'information partenaires.

 Si la fiche d'examen est mal complétée ou ne revient pas, le dossier correspondant est transmis exclusivement à l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin pour suite à donner.

2.6. RIB

Pour le paiement des primes, le RIB doit être au nom du souscripteur ou du bénéficiaire désigné au contrat (si ce dernier a un intérêt au paiement de la prime).



Pour le paiement de la valeur de rachat / du sinistre ou des prestations, le RIB doit être, respectivement, celui du souscripteur ou celui du bénéficiaire contractuel.

2.7. Mise en garantie

L'identité du client doit être identique à celle de l'emprunteur sauf si le client est le gérant de l'emprunteur (ce cas peut se présenter lorsque notamment l'emprunteur est une SARL, une SCI...) ou dans le cadre d'une caution gagiste.

Etre particulièrement vigilant dans les cas suivants :

- les fonds versés sur le contrat l'ont été au moyen de quasi-espèces (chèque de banque, chèque de notaire, ...)

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

- l'opération de nantissement n'est pas expliquée,
- le montage prévoit qu'en cas de mise en jeu de la garantie, la restitution des fonds se fasse sur un compte ouvert à l'étranger.

En présence de l'un de ces cas, avant d'émettre l'acte de mise en garantie ou de le faire signer, le gestionnaire complète une fiche de demande de dérogation qu'il doit faire signer pour accord par l'un des membres habilité de la Cellule anti blanchiment.

La demande de dérogation comporte le nom du client, le numéro et la date de souscription du contrat concerné, le moyen de paiement utilisé pour chaque versement de fonds sur le contrat, l'explication économique du nantissement et l'adresse du bénéficiaire des fonds en cas de mise en jeu de la garantie.

2.8. Procédure applicable à la gestion des bons de capitalisation anonymes

En ce qu'ils peuvent constituer un vecteur fréquent de blanchiment, les bons de capitalisation anonymes doivent faire l'objet d'une vigilance renforcée.

La souscription d'un bon ou contrat de capitalisation anonyme est interdite au sein du Groupe Le Conservateur.

Le remboursement des bons de capitalisation anonymes peut être réalisé par virement sur un compte ouvert au nom du porteur auprès d'un établissement financier établi dans un Etat européen ou dans un Etat membre de l'E.E.E. ou par mise à disposition des fonds auprès de l'agence HSBC la plus proche du domicile du porteur des bons.

La procédure d'examen en cas de sortie est applicable de même que les mesures de vigilance renforcée objet du §3 du Titre II et ce, dès le premier euro. En outre, l'opération est consignée dans le registre des bons de capitalisation. Le registre est conservé par la sous-directrice en charge des services de gestion administrative.

2.9. Moyens informatisés utilisés

Le traitement informatisé de la lutte contre le blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme permet notamment de générer des événements liés à des actes de gestion.

2.10. Règles relatives à la gestion des dossiers d'examen

(Cf. fiche pratique 5)

L'ensemble des dossiers d'examen est géré par la Cellule anti blanchiment qui procède à une analyse de tous les événements qui ont été détectés.

Afin de maîtriser le délai de constitution et d'analyse d'un dossier d'examen, la durée de l'instance est limitée à 15 jours à compter de la génération de l'acte de gestion dans le système d'information.



Lors de la constitution du dossier d'examen, la Cellule anti-blanchiment se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives complémentaires au commercial.

Au terme de l'instance et au plus tard le 15^e jour, le dossier d'examen est visé par les personnes habilitées au sein de la Cellule anti blanchiment.

Le dossier d'examen est alors déclaré complet ou incomplet.

Si le dossier est déclaré complet par les personnes habilitées, le dossier est clos.

Si le dossier est déclaré incomplet, le Déclarant peut le considérer comme cohérent au regard des informations contenues dans la fiche contact ou fiche d'information partenaires.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Dans le cas contraire, faute de pièces justificatives, le dossier d'examen demeure incomplet, et le Déclarant décide de la suite à donner.

Tout dossier d'examen qui n'a pas été explicité est susceptible de faire l'objet d'une déclaration de soupçon à Tracfin.

3. Moyens de paiement – les règlements

3.1. Le mode et l'origine du paiement (des primes, des souscriptions d'OPCVM)

3.1.1. Espèces et quasi-espèces

Le Groupe Le Conservateur n'accepte pas :

- les espèces
- les quasi-espèces, notamment :
 - les chèques au porteur,
 - les chèques endossés,
 - les chèques multiples d'émetteurs différents pour une opération
- les effets de commerce.

A titre dérogatoire, les espèces restent acceptées pour le paiement des primes périodiques d'un montant annuel inférieur à 3.000 € dès lors qu'elles se rapportent à des contrats ouverts avant le 1/01/2006, montant ramené à 1.000 € depuis le 01/09/2015.

Un état des versements effectués sous cette forme est transmis régulièrement aux Correspondants et Déclarants TRACFIN.

Il est rappelé que les chèques de banque et de notaire donnent lieu à un examen approfondi.

3.1.2 Les virements

La comptabilité encaisse définitivement les fonds sur les comptes si elle dispose d'informations suffisantes, à savoir :

- Nom de l'émetteur,
- Le numéro du contrat ou du compte de titres financiers destinataire.

Ces données seront indiquées dans le commentaire d'affectation.

Le commentaire d'affectation débutera par « Virt + date du versement + Nom du déposant + Nom du client »



Lorsque ces données manquent, la comptabilité effectue les recherches nécessaires pour identifier l'origine et la destination des fonds.

Pour les origines des virements CCP, à défaut de numéro de contrat, le lieu du versement sera précisé. La date de l'opération sera saisie.

Si le service comptabilité ne dispose d'aucun élément lui permettant d'affecter un virement et de s'assurer de l'origine des fonds, le montant du virement ne sera pas enregistré (règlement CE 1781-2006).

Au bout de deux mois dans le cas d'un virement provenant d'un particulier ou de six mois dans le cas provenant d'une entreprise d'assurance, tout virement dont l'origine des fonds n'est pas clairement identifiée doit être retourné à la banque émettrice, pour autant que celle-ci puisse être déterminée.

Sauf pour le cas des donneurs d'ordres identifiés comme clients du Conservateur ou ayant la qualité d'entreprise d'assurance, le service Comptable doit communiquer à la Cellule anti blanchiment les noms de tous autres donneurs d'ordres. Il sera alors procédé à un croisement de ces personnes avec celles figurant sur les listes des personnes faisant l'objet d'un gel des avoirs.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

3.1.3 Les chèques

L'image des chèques est numérisée et conservée quel que soit le type d'opération concernée ou son montant, en assurance comme en finance.

3.1.4 Les cartes bancaires

Les cartes bancaires ne sont pas un moyen de paiement habituel. Leur usage est limité aux participations aux salons.

Ce mode de paiement concernera des primes d'un montant maximal de 3.000 € par an.

3.1.5 Fonds en provenance de l'étranger

La procédure d'examen renforcé s'applique si les fonds proviennent d'un compte ouvert dans un établissement bancaire établi hors E.E.E. situé hors d'un paradis fiscal.

3.1.6 Fonds provenant de tiers

La procédure d'examen approfondi s'applique pour tout versement si le payeur des primes est différent du souscripteur du contrat (y compris les chèques de banque, de notaires, de compagnie d'assurance) sauf exceptions visées au § 1.3.2. du titre III.

La mise en place de prélèvements automatiques sur compte de tiers est interdite.

3.2 Paiement des prestations

3.2.1 Les règlements en espèces des prestations

Les règlements en espèces des prestations ne sont autorisés pour aucun contrat d'assurance vie (épargne retraite, prévoyance) ou tontines, ni pour les bons de capitalisation anonymes.

3.2.2 Les règlements de prestations en dehors de l'Espace Economique Européen et de l'Union Européenne

Les règlements de prestations (hors EEE et UE²) sont soumis à la procédure d'examen approfondi.

Compte tenu de la clientèle du Conservateur, le principe est l'interdiction de régler une prestation, quel que soit le moyen de paiement:

- si le bénéficiaire du règlement réside dans un Etat ou territoire non coopératif,
- si le règlement s'effectue par virement sur le compte d'une banque dont le siège social y est installé.



Une dérogation peut être accordée par les personnes habilitées de la Cellule anti blanchiment après examen du dossier. Elle consigne par écrit les dérogations qu'elle accorde.

3.2.3 Les autres règlements de prestations

Les vérifications effectuées lors du rachat sont décrites au §2.4. du Titre III.

Pour le règlement des capitaux décès et IAD à des bénéficiaires autres que le sociétaire, il est vérifié que ce tiers est celui dont le nom est mentionné au contrat et il lui est demandé une copie intégrale de sa pièce d'identité.

² Espace Economique Européen – Union Européenne : composition décrite en annexe

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

4. Les cas de fraude

4.1 Dans les sociétés d'assurance

Si les cas de fraude chez Les Associations Mutuelles Le Conservateur sont peu envisageables eu égard aux particularités de la tontine (durée de blocage, absence de valeur de rachat, ...), les cas de fraude peuvent à l'inverse se présenter au niveau des Assurances Mutuelles Le Conservateur : en matière de prévoyance (à travers de faux sinistres) et d'épargne (en cas de rachat par une personne se prévalant d'une fausse qualité de souscripteur ou lorsque l'opération est un vecteur de fraude fiscale).

Les services doivent exercer la plus grande vigilance lorsque le rachat paraît suspect, notamment par ses éléments d'extranéité, conjugués ou non à l'insistance ou à l'urgence de l'opération signalée par le prétendu client.

En pareil cas, les services de gestion devront alerter la Cellule anti blanchiment dès la découverte de la fraude.

4.2. Chez Conservateur Finance

Les cas de fraude envisageables chez Conservateur Finance sont des rachats réalisés par des personnes se prévalant d'une fausse qualité. Les gestionnaires doivent dans ce cas se comporter comme en assurance (cf § 4.1. ci-dessus).

5. Analyse des fiches d'examen et décision de déclaration à TRACFIN

5.1. Les personnes habilitées à signer des fiches d'examen

Les personnes habilitées à signer les fiches d'examen d'opérations unitaires ou cumulées :

Il s'agit de plein droit des Déclarants et Correspondants Tracfin, à savoir Nicolas Breton-Carrère et Marie-Hélène Hodanger, agissant séparément.



Par délégation, ces fiches peuvent être signées par d'autres membres de la Cellule anti- blanchiment selon les pouvoirs qui leurs sont attribués par note de service ou délégation de pouvoirs.

5.2. Analyse à mener par les personnes habilitées à signer la fiche d'examen

Pour les besoins de cette analyse, la fiche doit être accompagnée, pour les clients « en stock », d'une impression écran de la fiche contact ou d'information partenaires.

Quelles sont les questions à se poser ?

Points à vérifier	Questions à se poser
<u>L'identité</u>	L'interlocuteur agit-il pour son compte personnel ?
<u>L'origine et la destination des fonds</u>	Quelle est l'origine ou la destination des fonds (y compris géographique)? Est-elle logique eu égard à ma connaissance du client ? Est-elle documentée ?
<u>L'opération réalisée</u>	L'opération se justifie-t-elle économiquement? L'objet de l'opération est-il licite ? L'affaire paraît-elle complexe ? A-t-on notamment connaissance de la totalité des opérations? L'opération demandée par le client implique-t-elle une perte sans contrepartie apparente pour lui (frais, fiscalité liée à l'ancienneté du contrat, ...)?
<u>Le patrimoine et les revenus</u>	Le montant investi est-il en cohérence avec le patrimoine ou les revenus déclarés du souscripteur? Le patrimoine ou les revenus du client sont-ils cohérents avec sa

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Points à vérifier	Questions à se poser
	profession déclarée?
<u>Les modalités de paiement</u>	Les modalités de paiement demandées présentent-elle un caractère anormal?
<u>L'historique du contrat</u>	L'historique des opérations sur le contrat révèle-t-il un comportement anormal du souscripteur?
	Le fonctionnement du contrat est-il cohérent avec les déclarations du client?
	Les mouvements passés sur le contrat ont-ils été importants et /ou répétitifs?



Au terme de cette analyse, si un doute subsiste sur l'un des points du dossier d'examen, il y a lieu d'en faire part à l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin lorsque ce n'est pas lui qui fait l'analyse.

5.3. Matérialisation de l'analyse d'un dossier complet

Les membres de la Cellule anti blanchiment doivent matérialiser leur analyse de l'opération au vu du dossier qui leur aura été transmis à l'appui. Ils utilisent pour ce faire une fiche dont le modèle figure en annexe 3 ou à l'avenir, tout support dématérialisé qui permettrait d'en laisser trace.

5.4. Suspension de l'exécution d'une opération

Toute opération pour laquelle l'accord de l'un des membres de la Cellule anti blanchiment est préalablement requis doit être suspendue.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Titre IV - TRAITEMENT DES PERSONNES FAISANT L'OBJET D'UN GEL DES AVOIRS OU RESSORTISSANT D' ETATS ET TERRITOIRES NON COOPERATIFS OU DE PARADIS FISCAUX ET DES TERRORISTES (Service Production)

La liste des personnes physiques ou morales établies par les instances nationales et internationales recensant les terroristes ou les personnes à l'encontre desquelles sont prises des mesures restrictives (gel des fonds) ou auxquelles il est interdit de fournir des services financiers, est tenue à jour. La récupération de ces listes se fait auprès des sites des organismes gouvernementaux par téléchargement quotidien pour les fichiers en format XML et par saisie manuelle, au fur et à mesure de la réception des circulaires de la FFSA communiquant les arrêtés du Ministre de l'Economie et des Finances au titre de l'article L 562-1 du code monétaire et financier concernant les terroristes nationaux.

En raison des obligations qui incombent au Conservateur en ce domaine, aucun contrat ou aucune demande d'ouverture de compte ne peut donner lieu à acceptation par Le Conservateur tant que le nom du client n'a pas été croisé avec la liste des personnes faisant l'objet d'un gel des avoirs ou celle des terroristes.

Ce croisement est fait dans le cadre d'un traitement informatique quotidien. S'il ressort une homonymie totale entre le client et la personne figurant sur l'une des listes, l'opération du client ne peut être validée. La Cellule anti blanchiment sera immédiatement saisie pour vérifier auprès des autorités nationales qu'il ne s'agit pas d'une fausse homonymie. Ceci suppose qu'aucun encaissement ne soit réalisé avant un retour de la Cellule anti blanchiment qui donnera les consignes.

Une même opération de croisement est réalisée avec les bénéficiaires de capitaux décès ou de bénéficiaires de contrats emprunteurs ou de prévoyance.

Le processus est identique avec les personnes ressortissant de pays et territoires non coopératifs, de pays défaillants en matière de lutte contre le blanchiment et de pays reconnus comme étant des paradis fiscaux (annexe 5).

Dans l'hypothèse où le rapprochement ferait ressortir que l'un de nos clients appartient à la liste des terroristes, il serait immédiatement fait une déclaration de soupçon à Tracfin.

Dans l'hypothèse où le rapprochement ferait ressortir que l'un de nos clients est visé par une mesure de gel des avoirs ou autre mesure restrictive, il y aurait lieu de bloquer les fonds et la Cellule anti blanchiment informerait la cellule ad hoc du Ministère de l'Economie et des Finances, seule compétente **pour autoriser la suspension de la mesure d'interdiction ou de gel**. Les demandes sont dans ce cas à adresser à la Direction Générale du Trésor : sanctions-gel-avoids@dgtresor.gouv.fr

Titre V - LES DECLARATIONS DE SOUPCON



Les déclarations de soupçon ne sont en aucun cas des déclarations « sanction » ni des déclarations systématiques.

Elles sont le fruit d'une démarche d'analyse de la Cellule anti blanchiment à l'issue de la confrontation de l'anomalie, détectée au moyen de systèmes automatisés ou non, et de la connaissance du client.

Cette démarche est menée par l'un des Correspondants et Déclarants Tracfin.

En présence d'un doute, la Cellule anti blanchiment demandera que le client fournisse des explications complémentaires.

S'il est possible d'obtenir ces informations du client, la personne qui recueillera celles-ci devra s'attacher à la qualité des réponses et au comportement du client à cette occasion.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Lorsque le doute n'a pu être levé sur la licéité de l'opération, il doit être procédé à la déclaration de soupçon.

Ces déclarations sont à distinguer des informations à transmettre à Tracfin lorsqu'elles portent sur des opérations financières présentant un risque élevé de blanchiment ou de financement du terrorisme en raison du pays ou du territoire d'origine ou de destination des fonds, du type d'opération ou des structures juridiques concernées ou dans le cadre de la communication systématique d'informations (COSI), relatives aux opérations de transmission de fonds effectuées à partir d'un versement d'espèces ou au moyen de monnaie électronique, lesquelles correspondent à des données uniquement factuelles et objectives. La communication systématique d'informations (COSI) ne nécessitera aucune analyse et ne sera la manifestation d'aucun soupçon.

1. Dans quelles circonstances ?

Selon l'article L 561-15 1 du Code monétaire et financier, doivent être déclarées :

- les sommes ou opérations portant sur des sommes dont l'organe financier sait, soupçonne ou a de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieur à un an ou participent au financement du terrorisme.
- les sommes ou opérations dont l'organisme financier sait, soupçonne ou a de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une fraude fiscale sous réserve que soit présent au moins l'un des critères définis dans le décret n° 2009-874 du 16/07/2009 reproduit à l'annexe 8.
- les opérations complexes portant sur des montants inhabituellement élevés ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite,
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif reste douteuse,
- après une première déclaration initiale, doit être déclarée immédiatement toute information de nature à infirmer, conforter ou modifier les éléments contenus dans la déclaration d'origine.
- la rupture des relations lorsque l'organisme financier a mis fin aux relations avec le client dans l'hypothèse où dans le cours de la relation d'affaires, il n'a pas été en mesure d'identifier son client ou d'obtenir une connaissance suffisante de celui-ci, étant précisé que dans les autres cas de rupture, la déclaration doit être le fruit d'une analyse individualisée,
- les opérations avortées assorties d'un soupçon.



A titre purement théorique, s'ajoutent les opérations réalisées avec des personnes provenant d'Etats ou territoires n'ayant pas le même niveau d'exigence que les pays de l'UE ou de l'EEE. Compte tenu des agréments dont dispose Le Conservateur pour commercialiser ses produits hors des frontières et des règles définies en interne, le problème ne se pose pas en pratique.

2. Dans quels délais ?

La déclaration doit être réalisée si possible avant l'exécution de l'opération afin de permettre à Tracfin d'exercer son droit d'opposition. Ce cas de figure trouve sa traduction la plus facile en cas de rachat.

L'établissement des virements et des chèques de règlement doit donc être précédé d'un contrôle des listes issues du profilage.

Lorsqu'une souscription est de nature à générer un examen approfondi conduisant de la part de la Cellule anti blanchiment à un soupçon de blanchiment, l'opération donne lieu à déclaration de soupçon. Elle ne pourra produire effet qu'en l'absence d'opposition de Tracfin.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Concernant les autres opérations en cours de contrat, lorsque la Cellule anti blanchiment considère qu'il y a lieu de procéder à une déclaration de soupçon, l'un des Correspondant et Déclarant Tracfin y procède immédiatement et avant réalisation de l'opération dans les cas où son examen est préalable à la réalisation de celle-ci. L'opération ne pourra produire effet qu'en l'absence d'opposition de Tracfin. Pour les opérations déjà réalisées lors de l'examen du dossier par la Cellule anti blanchiment, la déclaration sera faite le plus tôt possible sans que soit dépassé le délai d'un mois à compter de la réalisation de l'opération.

Ne pourront en toute hypothèse être déclarées à Tracfin qu'après réalisation de l'opération, celles ayant donné lieu à un examen renforcé et pour lesquelles il ne sera obtenu aucune réponse ou une réponse insuffisante ou non justifiée qui laissera subsister un soupçon de blanchiment.

Dans tous les cas, les déclarations doivent être effectuées de bonne foi.

3. Qui ?

Si les membres de la Cellule anti blanchiment sont les seuls habilités à faire les déclarations, sauf dérogation précisée ci-après, la détection des anomalies est l'œuvre de tous, commerciaux et salariés des services de gestion.

Dans les cas exceptionnels et en raison notamment de l'urgence, un collaborateur non spécialement habilité à cet effet pourrait, après avoir consulté un membre de la Direction, être amené à prendre l'initiative de faire, au nom de l'entreprise, la déclaration de soupçon. Il doit dans ce cas en rendre compte immédiatement à la Cellule anti blanchiment du Groupe le Conservateur.

4. Comment ?



Les déclarants Tracfin réalisent leurs déclarations de soupçon par télédéclaration via l'outil ERMES.

. Ils renseignent ainsi sur :

- les éléments d'identification du déclarant,
- les éléments d'identification et de connaissance du client,
- les éléments concernant l'objet et la nature de la relation d'affaires,
- le descriptif des opérations concernées et les éléments d'analyse conduisant à la déclaration,
- tout justificatif utile à Tracfin.

Si la déclaration repose sur un soupçon de fraude fiscale, doit apparaître clairement celui ou ceux des 16 critères retenus et doit être expliquée la raison de la sélection de ce ou ces critères.

Lorsque l'opération sur laquelle porte la déclaration n'a pas encore été exécutée, y est précisé le report d'exécution.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

5. Conséquences

5.1. Vis à vis de Tracfin

Si TRACFIN exerce son droit d'opposition, faculté rarement utilisée, elle le notifie par tout moyen à l'auteur de la déclaration sans limite de temps, tant que l'opération n'est pas exécutée.

Si Tracfin fait valoir son droit d'opposition avant exécution, l'opération est suspendue 5 jours ouvrables courant à compter du lendemain de l'opposition. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. En revanche, le samedi compte comme un jour ouvrable.

A défaut d'exercice de son droit d'opposition, Tracfin exploite les renseignements fournis en les enrichissant d'éléments d'environnement, ou pour mener des investigations approfondies aboutissant à traiter le dossier sur une plus longue période. A défaut, Tracfin les archive en vue d'une éventuelle utilisation ultérieure.

TRACFIN émet un accusé de réception, qui doit être conservé au dossier, pour toute déclaration initiale.

5.2. En interne

Lorsque la déclaration résulte d'une analyse réalisée par la Cellule anti blanchiment, suite à réception d'un dossier incomplet, le déclarant TRACFIN joint à la fiche interne de transmission, qu'il complète et signe, le document d'analyse. La copie de la déclaration et l'accusé de réception sont regroupés avec le dossier d'analyse et conservés dans le coffre de la Direction Juridique.

Les déclarations initiales spontanées ou les déclarations complémentaires sont conservées à l'identique avec leurs accusés de réception. Après une déclaration de soupçon, une vigilance toute particulière s'impose si la personne manifeste la volonté d'effectuer de nouveaux versements.

L'ensemble de ses contrats et/ou comptes est en conséquence mis sous surveillance.

Les déclarants Tracfin entrent pour ce faire les coordonnées du client dans une base informatique qui permet de surveiller par la suite toutes ses opérations de versement ou de rachat.



Quand une telle opération est détectée informatiquement, à l'issue d'une analyse, une nouvelle déclaration de soupçon est adressée à Tracfin. Si l'opération est inexplicée ou ne permet pas de lever le soupçon initial, il en est fait état à Tracfin dans le cadre de l'argumentation de la déclaration.. A l'inverse au fil des informations collectées durant la vie du contrat, la déclaration de soupçon peut être levée.

Tracfin est également informée de tout élément porté à la connaissance du Conservateur, venant conforter ou nuancer la déclaration précédemment faite.

Une déclaration ne fait pas obstacle à la réalisation de l'opération sauf s'il est laissé à Tracfin un délai d'opposition en cas de rachat ou lorsque le défaut d'information sur le client pendant le cours des relations ne permet pas de réaliser l'opération demandée.

5.3. Absence de déclaration

Si les personnes habilitées de la Cellule anti blanchiment considèrent à l'examen du dossier que celui-ci ne présente pas de caractère suspect au regard des dispositions sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, elles doivent compléter la fiche interne de transmission (annexe 4) et y joindre leur analyse en indiquant le motif de non transmission dans l'attente d'une informatisation du circuit. Ce procédé sera à terme remplacé par un processus matérialisé sur un support durable.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Titre VI - LA CONSERVATION DES DOCUMENTS

1/ Pour les analyses non suivies de déclaration, visées au § 5.3. précédent, les documents accompagnés de leurs justificatifs sont archivés pendant la durée de la relation et enregistrés en GED.

2/ Les documents relatifs aux déclarations sont conservés pendant 5 ans. Cela inclut :

- la déclaration elle-même et les pièces jointes,
- l'accusé de réception de la déclaration.

Les déclarations de soupçon sont conservées dans le coffre de la Direction Juridique. Elles sont accessibles à tout moment aux membres de la Cellule anti blanchiment.

En outre, les éléments d'identification du client et l'ensemble de ses opérations doivent être conservés pendant les cinq années suivant la rupture de la relation d'affaires avec le client, c'est à dire, à partir de la dernière opération réalisée avec le client.

Concrètement, les pièces sont numérisées et classées au fur et à mesure des opérations dans les dossiers électroniques des clients.

Il en est de même des fiches de renseignements complétées dans le cadre d'un examen renforcé.

Ces fiches d'examen et les pièces justificatives sont archivées et restent à la disposition permanente de la Cellule anti blanchiment du Groupe le Conservateur.

Les données relatives aux mesures de gel des avoirs sont conservées aussi longtemps que ces mesures sont en vigueur.

Quant aux bons de capitalisation anonymes, ils sont conservés 6 ans à compter de leur remboursement.

Titre VII - CONFIDENTIALITE



1. Confidentialité vis-à-vis du client

Lorsqu'une déclaration de soupçon est effectuée, **elle ne doit en aucun cas et sous aucun prétexte être révélée au client** sous peine de l'application d'une sanction pénale (22.500 € d'amende).

2. Confidentialité interne

Aucun collaborateur du groupe Le Conservateur, quel que soit son service d'appartenance, n'est autorisé à donner des renseignements à qui que ce soit concernant des cas de soupçons.

Tout collaborateur qui est sollicité par une autorité officielle concernant la lutte anti-blanchiment doit en informer immédiatement la Cellule de lutte anti blanchiment en s'abstenant de répondre lui-même. Seuls les Correspondants et Déclarants TRACFIN sont habilités à traiter ces dossiers et à donner des informations dans les cas d'échange d'informations visés par la réglementation.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

3. Echange d'informations

Si le principe de la confidentialité reste la règle, conformément à la réglementation, les sociétés du Conservateur sont autorisées à échanger entre elles des informations relatives à l'existence et au contenu d'une déclaration de soupçon dès lors que les informations sont nécessaires à l'exercice de la vigilance requise en matière de LCB/FT et sont utilisées exclusivement à cette fin. Toutefois, les membres de la Cellule anti blanchiment étant communs à toutes les sociétés du Groupe, cette dérogation est sans portée pratique au Conservateur.

Lorsque l'échange d'information sur l'existence et le contenu d'une déclaration est relatif à un même client et à une même opération, les échanges ne peuvent intervenir avec un autre organisme financier ou avec un courtier d'assurance soumis aux mêmes obligations de secret professionnel et de confidentialité vis-à-vis du client, que si :

- ces derniers ont leur siège ou leur installation en France,
- l'échange d'information a pour seule finalité la prévention du blanchiment et le financement du terrorisme.

Ce type d'échange n'est autorisé qu'aux Correspondants et Déclarants Tracfin.

Titre VIII - DISPOSITIF DE CONTROLE DU PROCESSUS

Le contrôle du processus de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme est effectué annuellement par la Direction du Contrôle Interne et de la Conformité.

Il a pour objectif :



- de vérifier le respect des réglementations en vigueur dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- de contrôler la bonne application de la procédure de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au sein du Groupe Le Conservateur,
- de vérifier la bonne application de la procédure concernant les bons de capitalisation, de même que la procédure des chèques chez Conservateur Finance,
- de vérifier la complétude des dossiers d'examen ainsi que le bon fonctionnement de la Cellule anti blanchiment.

Un contrôle est également réalisé sur cette thématique lors des missions menées dans les réseaux commerciaux.

Chaque contrôle donne lieu à la rédaction d'un rapport ou à minima d'une fiche de contrôle qui est transmis aux personnes concernées et notamment à la Cellule anti blanchiment et à la Direction Générale.



Des contrôles ponctuels sont également effectués en cours d'année sur :

- les sorties de bons de capitalisation,
- le dispositif de lutte contre le terrorisme,
- le traitement des PPE,
- le processus de déclaration de soupçon.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Titre IX- Annexes

1. *Fiche confidentielle d'examen d'une opération de versement*
2. *Fiche confidentielle d'examen d'une opération de retrait ou atypique*
3. *Fiche d'analyse d'opération*
4. *Fiche de transmission interne*
5. *Liste des Pays et Territoires non coopératifs*
6. *Définition de l'Espace Economique Européen (EEE) et de l'Union Européenne*
7. *Attestation sur l'honneur de l'origine des fonds*
8. *Définition d'une PPE*
9. *Critères de fraude fiscale*
10. *Liste des pays soumis à sanctions*
11. *Seuils de détection en relation avec les revenus, le patrimoine global et le patrimoine financier.*
12. *Populations à risques*
13. *Glossaire*

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 1



FICHE D'EXAMEN D'UNE OPÉRATION DE VERSEMENT

Montant brut :€

N° du compte/ contrat :

Nom du client :

N° du client :

Nature - Provenance - Origine des fonds

La provenance et l'origine des fonds sont des données obligatoires.

Objet

- ☐ Souscription
☐ Versement complémentaire

Provenance

Pays :

- ☐ Etablissement financier :
 (préciser sa dénomination)
 Compte N° :
 Nom du titulaire du compte :

L'origine des fonds

- ☐ Trésorerie, salaires, traitements ou revenus divers
 (uniquement pour les primes inférieures à 50 K€)
 Pièce justificative à joindre : une attestation sur l'honneur de l'origine des fonds
- ☐ Transfert de compte/ contrat (PEP, PEA, PERP, Madelin, art 83), Rachat de contrat
 Nom de la l'établissement/ compagnie :
 Numéro du contrat :
 Pièce justificative à joindre : une copie d'un document émanant de la compagnie ou de la banque qui justifie le transfert de compte/ le rachat du contrat (cette pièce peut être transmise après l'opération de souscription)
- ☐ Cession de valeurs mobilières
 Etablissement d'origine :
 N° du compte :
 ou
 Nom de la société non cotée dont les titres ont été cédés :
 Pourcentage du capital social cédé :
 Pièce justificative à joindre : une copie de la cession de parts ou de l'imprimé fiscal de déclaration des droits sociaux signé (titres non cotés) ou l'avis d'opération (titres cotés ou OPCVM)

- ☐ Vente d'un bien immobilier – d'un fonds de commerce
 adresse du bien :
 Date de l'acte :
 Nom et adresse du Notaire/ Conseil :
 Pièce justificative à joindre : l'attestation du Notaire/ Conseil ou la copie de l'acte avec le prix de vente, la date de l'acte et le nom des parties

- ☐ Donation (1), don manuel (1) ou héritage (2)
 Nom du donateur ou du défunt :
 Nom et adresse du notaire :
 Pièce justificative à joindre : (1) une attestation du notaire pour les donations notariées ou une déclaration fiscale de don manuel enregistrée - (2) une attestation du notaire ou la déclaration de succession

Observations



Les informations peuvent être complétées sur papier libre

FAIT A..... LE.....

Signature du client

*Si signature du client impossible, remplacer par la signature de l'agent en mentionnant préalablement son nom en toutes lettres et en précisant les raisons de l'absence de signature du client

Septembre 2015

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 2



FICHE D'EXAMEN D'OPÉRATION DE RETRAIT

Montant brut :€

N° du compte/ contrat :

Nom du client :

N° du client :

Bénéficiaire distinct du souscripteur ☐ oui ☐ non

Joindre la photocopie d'une pièce d'identité du bénéficiaire (carte d'identité, passeport, carte de séjour, permis de conduire)

NATURE DU REGLEMENT

La destination des fonds est une donnée obligatoire

Type d'opération

- ☐ Rachat total du contrat/ du compte
- ☐ Rachat partiel du contrat/ du compte
- ☐ Avance
- ☐ retraits programmés
- ☐ Transfert de compte (PEP, PEA, PERP, Madelin, art 83)
organisme financier de destination:
(préciser sa dénomination)
- compte N° :

Mode de paiement

- ☐ Chèque
- ☐ Virement (joindre un RIB)

Destination des fonds

- ☐ Achat d'un bien immobilier ou d'un fonds de commerce
adresse du bien :
Nom du vendeur :
Nom et adresse du conseil chargé de l'acte :
Pièce justificative à joindre : l'attestation du Notaire/ Conseil ou la copie de l'acte avec le prix de vente, la date de l'acte et le nom des parties
- ☐ Achat de parts ou d'actions au nominatif d'une société
Nom de la société :
Pièce justificative à joindre : copie de l'acte de cession de parts ou imprimé Cerfa enregistré de la cession d'actions
- ☐ Donation/ Don manuel
Nom du donataire :
Nom et adresse du notaire chargé de l'acte (s'il y a lieu):
Pièce justificative à joindre : (1) une attestation du notaire pour les donations notariées ou une déclaration fiscale de don manuel enregistrée -
- ☐ Besoin de trésorerie (pour une personne morale)
- ☐ Complément de revenus (pour une personne physique, à justifier)
- ☐ Autre : (préciser l'usage du versement (rachat au profit de la concurrence, ...)) *

OPERATIONS SPECIFIQUES

- ☐ Rachat précoce* Observations :
- ☐ Renonciation*
- ☐ Autre* Destination géographique, la motivation détaillée de l'opération, le cas échéant, l'organisme financier intervenant dans l'opération :
* Les informations peuvent être complétées sur papier libre



FAIT A..... LE.....

Signature du client *

*



Si signature du client impossible, remplacer par la signature de l'agent en mentionnant préalablement son nom en toutes lettres et en précisant les raisons de l'absence de signature du client

Septembre 2015

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 3

FICHE D'ANALYSE D'OPERATIONS	
Nom du client :	
Numéro du client :	
Motif de l'examen :	
Fiche d'examen jointe : OUI / NON	
Pièces justificatives jointes : (à lister)	
Dossier complet : O/N	
Conclusion du correspondant LCB-FT	
Date :	
Nom du signataire :	
Signature	

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 4

FICHE CONFIDENTIELLE D'EXAMEN TRANSMISSION INTERNE

Service de gestion d'origine : Cellule LCB-FT

Contrat N° :

Numéro du client :

Nom et Prénom du client:

Code et nom du contact commercial :

Le dossier d'examen a été transmis au déclarant Tracfin le
Nom de la personne qui a transmis la fiche :

Motifs de

transmission:.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

DECLARATION DE SOUPCON

☐ Le dossier a été transmis à TRACFIN



☐ Le dossier n'a pas été transmis à TRACFIN

MOTIFS de transmission ou de non-transmission :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



Nom du déclarant :

Signature :



	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 5

Pays par continent	France		OCDE		GAFI		
	Est un pays tiers équivalent ⁱ	Liste noire de l'article 238-OA du CGI ⁱⁱ Pays non coopératifs ⁱⁱⁱ	Liste de pays gris ^{iv} foncés, paradis fiscaux	Liste de pays gris clairs, autres centres financiers	Pays avec nécessité de contre-mesures ^v	Pays présentant une défaillance stratégique et qui n'a pas de plan d'action ou insuffisant avec le GAFI	Pays présentant une défaillance stratégique mais ayant développé un plan d'action avec le GAFI
Afrique							
Algérie						x	
Angola							x
Afrique du sud	x						
Botswana		x					
Ethiopie						x	
Kenya						x	
Liberia			x				
Maroc							x
Nigeria							x
Ouganda							x
Sao Tomé-et-Principe							x
Soudan							x
Tanzanie						x	
Amérique							
Antigua-et-Barbuda							x
Argentine							x
Belize				x			
Bermudes							
Brésil	x						
Canada	x						
Cuba							x
Costa Rica				x			
Dominique			x				
Equateur							x
Grenade			x				
Guyane							x
Guatemala		x		x			
Iles Cook			x				
Iles Vierges Britanniques		x					
Mexique	x						
Montserrat		x	x				
Panama			x				x
Sainte-Lucie			x				
Uruguay				x			
Etats-Unis	x						
Europe							
Albanie							

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Pays par continent	France		OCDE		GAFI		
	Est un pays tiers équivalent ⁱ	Liste noire de l'article 238-OA du CGI ⁱⁱ Pays non coopératifs ⁱⁱⁱ	Liste de pays gris ^{iv} foncés, paradis fiscaux	Liste de pays gris clairs, autres centres financiers	Pays avec nécessité de contre-mesures ^v	Pays présentant une défaillance stratégique et qui n'a pas de plan d'action ou insuffisant avec le GAFI	Pays présentant une défaillance stratégique mais ayant développé un plan d'action avec le GAFI
Jersey							
Russie	x						
Suisse	x						
Bosnie							X
Asie							
Afghanistan							x
Bengladesh							x
Birmanie Myanmar						x	
Brunei		x		x			x
Cambodge							
Corée du sud	x						
Corée du Nord						X	
Hong Kong	x						
Inde	x						
Indonésie						x	
Iran					x		
Japon	x						
Kirghizistan							x
Koweït							x
Laos							x
Mongolie							x
Myanmar						x	
Népal							x
Pakistan							
RPD Corée					x		
Singapour	x						
Sri Lanka							x
Syrie							X
Tadjikistan							x
Thaïlande							x
Turquie						x	
Vietnam							x
Yemen							x
Océanie							
Iles Marshall		x	x				
Nauru		x	x				
Niue		x	x				
Philippines				x			x
Papouasie Nouvelle Guinée							x
Vanuatu			x				
Australie	x						

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Légende

x : répond au critère inscrit
: ne répond pas au critère inscrit

France

Risque non exclu



Les pays tiers équivalents (article L561-9 2° du code monétaire et financier) sont des pays pour lesquels, les personnes assujetties aux obligations de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peuvent réduire l'intensité des mesures de contrôle et de vigilance exigées par l'article L561-6 du CMF. Pour les pays n'appartenant pas à cette classification, l'obligation de vigilance, précisée aux articles L561-5 à L561-14-2, joue pleinement. Le Ministre de l'Economie et du Budget établit une liste de pays tiers équivalents par un arrêté du 27 juillet 2011 publié au JO du 30 juillet 2011.

Risque important sur l'origine des fonds

L'arrêté du 12 février 2010 (cf. circulaires FFSA du 18 et 26 février 2010) dresse la liste des Etats et territoires non coopératifs définis dans le nouvel article 238-0 A du Code général des impôts issu des dispositions de la loi de finances rectificative pour 2009 (cf. circulaire FFSA du 9 février 2010). On rappelle qu'à ce stade, pour être qualifié de « non coopératif », un Etat ou territoire doit répondre cumulativement aux critères suivants : -il n'est pas membre de la Communauté européenne ; -sa situation au regard de la transparence et de l'échange d'informations en matière fiscale a fait l'objet d'un examen par l'OCDE ; -il n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative permettant l'échange de tout renseignement nécessaire à l'application de la législation fiscale des parties, et ; -il n'a pas conclu avec au moins douze Etats ou territoires une telle convention.

Sur la base de ces critères, les relations ou opérations avec ces pays seront alors soumises à des règles fiscales particulièrement sévères. A compter de 2011, cette liste est mise à jour, au premier janvier de chaque année, par application des principes suivants : -seront retirés les Etats ou territoires ayant, à cette date, conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant d'échanger tout renseignement nécessaire à l'application de la législation fiscale ; -seront ajoutés ceux de Etats ou territoires ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative dont les stipulations ou la mise en œuvre n'ont pas permis à l'administration des impôts d'obtenir les renseignements nécessaires à l'application de la législation fiscale française ; -seront également ajoutés ceux de Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative et auxquels la France avait proposé, avant le 1^{er} janvier de l'année précédente, la conclusion d'une telle convention, et ; -seront ajoutés ou retirés les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative, et pour lesquels l'OCDE considère ou non leur situation conforme à ses standards quant à la transparence et l'échange d'informations en matière fiscale.

Cette liste a été actualisée par l'arrêté du 21 août 2013 publié au JO du 28 août 2013 pris en application du 2 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

GAFI

Le GAFI laisse le soin à chaque Etat de sécuriser son système financier comme il l'entend. Il conseille dans certains cas aux Etat de porter leur attention sur certains pays.

Risque très important sur l'origine des fonds

Etats nécessitant des contre-mesures :

Le GAFI recommande à tous les pays d'appliquer des contre-mesures efficaces afin de protéger leur secteur financier des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme contre ces Etats nécessitant des contre-mesures. Une attention toute particulière doit être accordée par les juridictions lors notamment d'utilisation de relations de correspondance utilisée pour contourner ou éviter les contre-mesures et les pratiques de réduction des risques. (Bilan et révision du renforcement en juin 2013).

Risque important sur l'origine des fonds

Etats présentant une défaillance stratégique sans plan d'action :

Les Etats inclus dans cette catégorie ne se sont toujours pas engagés à mettre en œuvre les normes internationales ou n'ont pas démontré un engagement politique clair de haut niveau en vue de remédier à ces défaillances. Ils présentent donc un risque pour le système financier international.



Risque important sur l'origine des fonds

Les juridictions qui restent à traiter sont celles qui ont déjà réalisé certains efforts mais qui pourraient conserver des défaillances résiduelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Risque important sur l'origine des fonds

Etat présentant avec un de plan d'action :

Chacune des juridictions de cette catégorie s'est engagée à un haut niveau politique et par écrit à traiter les défaillances identifiées. Les recommandations du GAFI non respectées sont relevées et un contrôle sera opéré sur ces points

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 6

DEFINITION DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN (EEE)

L'EEE est un accord conclu entre les Etats Membres des Communautés européennes (UE) et trois des quatre Etats membres de l'AELE (Association Européenne de Libre Echange)

L'accord assure la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes.



La Suisse n'est membre ni de l'UE ni de l'EEE

Les Etats membres de l'Union européenne (UE) sont les suivants:

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre (partie grecque), Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Les pays de l'Espace économique européen (EEE) sont les suivants :

- les Etats membres de l'Union européenne,
- +
- l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 7

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE L'ORIGINE DES FONDS

Je soussigné(e) :



Né(e) le :

Déclare que le versement de€ que je règle et qui est affecté à mon contrat ou compte N° provient de mes salaires, traitements ou revenus divers (pour les primes inférieures à 50 000 euros).

Par la présente, je certifie que l'origine des fonds ne présente aucun caractère illicite, frauduleux.

Fait àle

Signature

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 8

Définition d'une PPE

Le code monétaire et financier définit, en l'état des textes en vigueur, la Personne Politiquement Exposée comme celle « résidant dans un pays autre que la France et qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an l'une des fonctions suivantes :



- 1° Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
- 2° Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen ;
- 3° Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
- 4° Membre d'une cour des comptes ;
- 5° Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
- 6° Ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière ;
- 7° Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
- 8° Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
- 9° Dirigeant d'une institution internationale publique créée par un traité.

Sont considérées comme des personnes connues pour être des membres directs de la famille du client mentionné au 2° de l'article L. 561-10 :

- 1° Le conjoint ou le concubin notoire ;
- 2° Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 3° En ligne directe, les ascendants, descendants et alliés, au premier degré, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère.

III. — Sont considérées comme des personnes connues pour être étroitement associées au client mentionné au 2° de l'article L. 561-10 :

- 1° Toute personne physique identifiée comme étant le bénéficiaire effectif d'une personne morale conjointement avec ce client ;
- 2° Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec ce client.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 9

Décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009 pris pour application de l'article L. 561-15-II du code monétaire et financier

Les critères mentionnés à l'article L. 561-15-II sont les suivants :

1° L'utilisation de sociétés écran, dont l'activité n'est pas cohérente avec l'objet social ou ayant leur siège social dans un Etat ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France une convention fiscale permettant l'accès aux informations bancaires, identifié à partir d'une liste publiée par l'administration fiscale (cf à la suite de la présente annexe) ou à l'adresse privée d'un des bénéficiaires de l'opération suspecte ou chez un domiciliataire au sens de l'article L. 123-11 du code de commerce ;

2° La réalisation d'opérations financières par des sociétés dans lesquelles sont intervenus des changements statutaires fréquents non justifiés par la situation économique de l'entreprise ;

3° Le recours à l'interposition de personnes physiques n'intervenant qu'en apparence pour le compte de sociétés ou de particuliers impliqués dans des opérations financières ;

4° La réalisation d'opérations financières incohérentes au regard des activités habituelles de l'entreprise ou d'opérations suspectes dans des secteurs sensibles aux fraudes à la TVA de type carrousel, tels que les secteurs de l'informatique, de la téléphonie, du matériel électronique, du matériel électroménager, de la hi-fi et de la vidéo ;

5° La progression forte et inexplicée, sur une courte période, des sommes créditées sur les comptes nouvellement ouverts ou jusque-là peu actifs ou inactifs, liée le cas échéant à une augmentation importante du nombre et du volume des opérations ou au recours à des sociétés en sommeil ou peu actives dans lesquelles ont pu intervenir des changements statutaires récents ;

6° La constatation d'anomalies dans les factures ou les bons de commande lorsqu'ils sont présentés comme justification des opérations financières, telles que l'absence du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, du numéro SIREN, du numéro de TVA, de numéro de facture, d'adresse ou de dates ;

7° Le recours inexplicé à des comptes utilisés comme des comptes de passage ou par lesquels transitent de multiples opérations tant au débit qu'au crédit, alors que les soldes des comptes sont souvent proches de zéro ;

8° Le retrait fréquent d'espèces d'un compte professionnel ou leur dépôt sur un tel compte non justifié par le niveau ou la nature de l'activité économique ;

9° La difficulté d'identifier les bénéficiaires effectifs et les liens entre l'origine et la destination des fonds en raison de l'utilisation de comptes intermédiaires ou de comptes de professionnels non financiers comme comptes de passage, ou du recours à des structures sociétaires complexes et à des montages juridiques et financiers rendant peu transparents les mécanismes de gestion et d'administration ;

10° Les opérations financières internationales sans cause juridique ou économique apparente se limitant le plus souvent à de simples transits de fonds en provenance ou à destination de l'étranger notamment lorsqu'elles sont réalisées avec des Etats ou des territoires visés au 1° ;

11° Le refus du client de produire des pièces justificatives quant à la provenance des fonds reçus ou quant aux motifs avancés des paiements, ou l'impossibilité de produire ces pièces ;



12° Le transfert de fonds vers un pays étranger suivi de leur rapatriement sous la forme de prêts ;

13° L'organisation de l'insolvabilité par la vente rapide d'actifs à des personnes physiques ou morales liées ou à des conditions qui traduisent un déséquilibre manifeste et injustifié des termes de la vente ;

14° L'utilisation régulière par des personnes physiques domiciliées et ayant une activité en France de comptes détenus par des sociétés étrangères ;



15° Le dépôt par un particulier de fonds sans rapport avec son activité ou sa situation patrimoniale connues ;

16° la réalisation d'une transaction immobilière à un prix manifestement sous-évalué.

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 10 Liste des pays soumis à sanctions

- Daesh/Terrorisme
- Biélorussie
- Birmanie / Myanmar
- Congo (République dém.du)
- Corée du Nord
- Côte d'Ivoire (ancien régime)
- Égypte (ancien régime)
- Érythrée
- Guinée-Bissau
- Guinée (République de)
- Historique
- Iran
- Irak (ancien régime)
- Liban (assassins de Rafic Hariri)
- Libéria (ancien régime)
- Libye (ancien régime)
- Macédoine (Ancienne République Yougoslave de)
- République centrafricaine
- Somalie
- Soudan
- Soudan du sud
- Syrie
- Transnistrie (région de Moldavie)
- Tunisie (ancien régime)
- Ukraine / Russie
- Yémen
- Zimbabwe

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 11 Analyse des versements par rapport à la combinaison Revenus / CSP



Tranche de revenus déclarée	CSP	Montant maximum de versements annuels
moins de 50 K€	Profession intermédiaire – Profession libérale – Artisan commerçant – Chef d'entreprise	40 K€
	Autres CSP	25 K€
de 50 à 100 K€	Profession libérale – Chef d'entreprise – Cadre supérieur	100 K€
	Autres CSP	75 K€
De 101 à 150 K€	Profession libérale – Chef d'entreprise – Cadre supérieur	150 K€
	Autres CSP	100 K€
De 151 à 300 K€	Profession libérale – Chef d'entreprise – Cadre supérieur	300 K€
	Autres CSP	150 K€
Plus de 300 K€	Toutes	300 K€

(*) patrimoine médian :

Tranche patrimoine indiquée sur la fiche contact	<= 150 k€	151 à 300 k€	301 à 750 k€	751 k€ à 1,5 M€	1,5 à 3 M€	> 3M€
Patrimoine médian de référence	75 k€	225k€	525k€	1,125 M€	2,25 M€	3 M€



(**) avoirs financiers (ass-vie, plac. financiers, liquidités)

Tranche montant global des avoirs financiers sur la fiche contact	<= 50 k€	51 à 200 k€	> 200k€
Patrimoine financier de référence	50 K€	175 k€	250 k€

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015



Annexe 12 – Professions à risque

- Antiquaire,
- Fabrication et vente d'articles de joaillerie et bijouterie,
- Fabrication et vente d'armes et de munitions,
- Culture du tabac,
- Commerce de voiture,
- Commerce et réparation de motocycles,
- Chauffeur de taxi,
- Carrossier automobile,
- Ferrailleur,
- Activité de sécurité privée,
- Organisation de jeux de hasard et d'argent,
- Changeur manuel,
- Professionnels des spectacles,
- Professionnels de la politique.



	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 13: Glossaire

Termes significatifs	Définitions
Acte de gestion	Nom attribué à un flux informatique qui matérialise une opération de gestion de nature financière ou non
Acte de gestion (dispositif LCB FT)	Acte de gestion qui regroupe les événements générés par les contrôles informatisés. Un acte de gestion LCB FT est également appelé dossier d'examen en gestion
Alerte informatique	Flux généré par les contrôles informatisés visés dans la cartographie des risques de blanchiment. Il alerte la Cellule LCB FT d'un nouvel événement LCB FT. L'alerte donne lieu à l'ouverture d'un dossier d'examen.
Autorité de contrôle ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
Avis d'opération	Courrier de l'établissement financier qui matérialise une opération de gestion réalisée sur un compte ou un contrat d'assurance
Bénéficiaire effectif	L'expression <i>bénéficiaire effectif</i> désigne la ou les personnes physiques qui en dernier lieu possèdent ou contrôlent un client et/ou la personne physique pour le compte de laquelle une opération est effectuée.
Blanchiment de capitaux	Délit qui consiste à donner une apparence légitime à des biens ou des capitaux qui, en vérité, proviennent d'activités illicites
COSI	Communication Systématique d'Informations. obligation de déclarer à TRACFIN les éléments d'information relatifs aux opérations de transmission de fonds effectuées à partir d'un versement d'espèces ou au moyen de monnaie électronique
Déclaration de soupçon	Les organismes doivent donc effectuer l'analyse de la situation de leurs clients en fonction d'informations actualisées, puis procéder à un examen des soupçons de blanchiment avant d'adresser, s'il y a lieu, une déclaration à TRACFIN. Les obligations de déclaration de soupçon sont prévues à l'article L.561-15 du CMF
Délit	Un fait juridique fautif ayant causé un dommage à autrui, que l'auteur doit dédommager, notamment par le paiement de dommages-intérêts
Directive	Une directive est un acte normatif pris par les institutions de l'Union européenne.
Donneur d'ordre	Cette expression désigne le titulaire du compte qui autorise un virement électronique de ce compte ou la personne physique qui donne instruction à l'institution financière de procéder à un virement.
Évènement LCB-FT	Matérialisation d'une alerte informatisée dans le SI. Il existe autant d'évènements que de contrôles informatisés visés dans la cartographie des risques de blanchiment
Fiche confidentiel d'examen	Fiche permettant d'expliquer une opération en entrée ou en sortie. Cette fiche doit être accompagnée de justificatifs
Fiducie	La fiducie consiste à transférer temporairement la propriété d'un bien à un tiers qui en assure la gestion conformément aux missions qui lui sont dévolues. La fiducie peut être utilisée pour servir de sûreté ou à des fins de gestion de patrimoine. Sa mise en place nécessite la rédaction d'un contrat de fiducie
GAFI	Le Groupe d'Action Financière est un organisme intergouvernemental fondé en 1989, visant à développer et promouvoir des politiques nationales et internationales afin de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
Gel des avoirs	Blocage des avoirs d'une personne décidé par le Ministre chargé de l'économie en application de la réglementation française ou communautaire
LCB FT	Abréviation pour désigner la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
OPCVM	Organisme de placements collectifs en valeurs mobilières
Parquet	Le parquet est constitué des Magistrats du ministère public chargés de requérir l'application de la loi

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Termes significatifs	Définitions
Personne morale	<ul style="list-style-type: none"> • L'expression <i>personne morale</i> désigne toute entité autre qu'une personne physique pouvant établir une relation d'affaires permanente avec une institution financière ou détenir des biens de toute autre manière.
PPE	<ul style="list-style-type: none"> • Abréviation de personne politiquement exposée • L'expression personnes politiquement exposées (PPE) étrangères désigne les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.
Relation d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> • Une relation d'affaires est une relation professionnelle ou commerciale, qui est établie entre une ou plusieurs parties, et qui se matérialise par la réalisation de plusieurs opérations successives.
TRACFIN	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits FINANCIERS clandestins est la cellule française de lutte anti blanchiment
UE	<ul style="list-style-type: none"> • Abréviation de l'Union Européenne

	DOMAINE	Emetteur	Direction Juridique
	Processus : Juridique et fiscal	Rédacteur	MH. Hodanger
	<i>Sous-processus : Mettre en œuvre les obligations réglementaires</i>		
	Procédure de LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	09/2015	Actualisation 2015

Annexe 14: Référence des fiches pratiques

N° Fiche	Description
1	Vigilance Standard - Identité et connaissance du client
1-1	Vigilance Standard - Identité et connaissance du client – personnes morales
2	Vigilance élevée, renforcée et allégée sur les opérations
3	Les PPE
4	L'actualisation de l'identification de la connaissance du client
5	Gestion des dossiers d'examen LCB FT
6	Pièces justificatives pour expliciter une opération